PARTI SOCIALISTE
Conseil national du samedi 11 mai 1996

Séance du samedi 11 mai 1996 (Matinée)

Sommaire

Daniel Vaillant 1
Jack Lang..... 9
Paul Quilès 14
Jean Glavany 24
Christophe Clergeau 32
Jean-Michel Boucheron..... 34
Bertrand Delanoë..... 40
Marie-Noëlle Lienemann 44
Régis Juanico..... 47

La séance est ouverte sous la présidence de Michel Delebarre.

Le président (Michel Delebarre) - Mes camarades, si vous voulez prendre place, nous allons pouvoir ouvrir notre Conseil national.
La matinée va se dérouler de la manière suivante.
Le Rapport d'activité va être présenté par Daniel Vaillant... ce qui est une surprise pour chacun d'entre vous !

Jean Le Garrec - Et un plaisir !

Le président -... Puis, Jack Lang prendra la parole sur la démarche de préparation de la Convention sur "Les Acteurs de la démocratie".
Puis, Paul Quilès, sur les questions de Défense.
Et ensuite, nous ouvrirons le débat général, chacun intervenant, bien sûr, sur le thème qu'il souhaite. Nous avons déjà une dizaine d'inscrits.
Pas de commentaires ? Tout le monde est d'accord ?
Très bien. Nous agirons ainsi.
Si Daniel est prêt, je lui donne bien volontiers la parole.

Daniel Vaillant

Mes chers camarades, le Rapport d'activité couvre la période s'étendant du 2 mars 1996 jusqu'à ce jour. Ces quelques semaines ont été essentiellement marquées par l'intensité dramatique de l'actualité internationale, des progrès significatifs dans le rassemblement des forces de Gauche et des écologistes, la décision inique prise à l'égard de notre camarade Henri Emmanuelli le privant pour deux ans de ses droits

Fondation Jean-Jaurès

civiques.
Par ailleurs, le calendrier politique va me conduire à évoquer et commenter le premier anniversaire de la présidence de Jacques Chirac et le bilan de son gouvernement, bilan bien inquiétant et grande désillusion pour les Français.
Quant à notre vie interne, elle a été consacrée pour une large part au premier grand débat thématique sur "Mondialisation-France-Europe" au travers de l'organisation du Colloque du 16 mars à la Mutualité et du déroulement de la Convention Nationale des 30 et 31 mars à l'Haÿ-les-Roses. Ce premier débat conclu par le vote des adhérents, le Premier Secrétaire et la Direction du Parti lancent le deuxième grand débat thématique sur "les Acteurs de la démocratie", qui sera au cœur du rassemblement de demain à la Mutualité : le troisième rassemblement national des Secrétaires de section. Je souhaite que les membres du Conseil national participent activement et nombreux au succès de cette journée.
L'intensité dramatique de l'actualité internationale :
Dimanche 3 mars 1996, un attentat terroriste à Jérusalem tue 63 personnes dont des dizaines d'enfants. Le Premier Secrétaire, dans les heures qui suivent, prend l'initiative d'une manifestation contre le terrorisme et pour le soutien au processus de paix. Ce rassemblement silencieux a eu lieu le mercredi 6 mars à 18 h 00, Place du Trocadéro. La quasi-totalité des forces de Gauche, morales, politiques et syndicales, ainsi que des personnalités de la majorité, ont répondu à l'appel du Premier Secrétaire. Cette manifestation a montré dans le silence et le recueillement leur détermination à soutenir le processus de paix et leur condamnation des actes terroristes.
Les pilonnages répétés du nord d'Israël par les milices du Hezbollah ont entraîné une riposte militaire légitime du gouvernement israélien. Cependant, le bombardement par l'artillerie israélienne, le 18 avril, du village de Cana au Sud-Liban, provoquant une centaine de victimes civiles libanaises, a conduit Lionel Jospin a exprimer son indignation devant ces actions de guerre aveugles et meurtrières.
Un cessez-le-feu est intervenu, nous souhaitons qu'il préfigure une paix durable entre les parties concernées.
Malgré ces événements dramatiques, le processus de paix israélo-palestinien poursuit son chemin. Nous saluons la décision du Conseil national Palestinien du mercredi 24 avril qui, pour la première fois de son histoire, supprime de sa Charte la référence à la destruction de l'État d'Israël. De même, la Convention du Parti Travailliste Israélien a retiré de la plate-forme électorale son opposition à la création d'un État palestinien.
Nous avançons vers ce pourquoi les Socialistes ont toujours œuvré : la reconnaissance réciproque des droits à l'existence des deux États, gage de paix mettant fin à un conflit de près d'un demi-siècle au Proche-Orient.
La paix est à portée de la main, elle nécessite plus que jamais l'engagement de ses partisans et la lutte irréductible contre ses adversaires.
Deuxième point : des progrès dans la réflexion commune des forces de Gauche et

des écologistes.
A deux reprises, les forces de Gauche et les écologistes se sont réunis.
La première fois, le 16 mars 1996, à l'initiative de Lionel Jospin, conformément à la stratégie d'ouverture ratifiée par les militants. Le 14 octobre un colloque a été organisé par Pierre Moscovici à la Mutualité sur le thème : "La France, l'Europe face à la mondialisation", avec Robert Hue, Jean-Pierre Chevènement, Dominique Voynet, Jean-Michel Baylet et d'autres personnalités. Lionel Jospin a conclu ces travaux. Ce fut, de l'avis de tous, une confrontation de qualité.
Ensuite, le 2 avril 1996, à l'invitation du Parti Communiste, au Palais Omnisports de Bercy, Lionel Jospin nous a représentés et a défini à cette occasion les perspectives d'un rassemblement sans occulter les difficultés restant à surmonter, notamment sur les questions européennes.
Concernant la décision inique à l'égard d'Henri Emmanuelli, dès le 20 mars le Parti élabore sa riposte. Il s'agit d'engager une grande campagne de soutien et d'explications devant l'opinion publique pour protester contre la privation des droits civiques d'Henri Emmanuelli et de contester cette sanction politique. Henri Emmanuelli, on le sait, a subi et continue à subir, alors que je constate, en tout cas à la lecture de la presse, que des personnages de Droite, eux (alors que se sont des sujets souvent de nature totalement différente, concernant des faits personnels), ne sont pas concernés par la levée de leurs droits civiques. A titre d'exemple, un "Vendredi" spécial a été réalisé, une pétition d'ampleur nationale a été lancée, Lionel Jospin et Henri Emmanuelli ont tenu une conférence de presse commune dès le 20 mars.
A ce jour, plusieurs dizaines de milliers de pétitions ont été rassemblées, dès demain une relance de la campagne de signatures est prévue lors du rassemblement des Secrétaires de section. Un groupe de suivi composé d'Alain Claeys, moi-même, Claude Estier, Henri Pradeaux, Marc-Antoine Jamet, Jean-Pierre Bel, Marie-Pierre de la Gontrie, Laurent Azoulay, Gérard Le Gall et Sylvie Vormus, est chargé d'animer la mobilisation du Parti, de proposer et de soutenir de nouvelles initiatives pour entretenir une démarche dont on sait qu'elle sera de longue haleine.
Quatrième point, le premier anniversaire de la Présidence de Jacques Chirac et bilan gouvernemental.
La célébration du premier anniversaire du septennat de Jacques Chirac s'inscrit dans un contexte économique et social particulièrement dégradé : augmentation du chômage, dérapage des comptes sociaux, accroissement des déficits publics, alourdissement des charges des ménages, de la fiscalité... Aucun des engagements du candidat Jacques Chirac n'est à ce jour tenu... Vous me direz que, pour un certain nombre d'entre eux, il vaut mieux... parce que les promesses, il y en avait qui pouvaient être alléchantes, mais en même temps il y en avait d'inquiétantes ! Comme pour masquer cette réalité, on assiste de la part du Gouvernement à beaucoup d'effets d'annonce sans lendemain et, dans la période récente, à "la valse des rapports" : rapport sur la réforme de l'éducation Nationale, sur les fraudes, les foyers de travailleurs immigrés, sur l'immigration... Dans ce domaine, la Droite est

prise d'une fièvre répressive dont les étrangers vivant en France sont forcément la cible. Le rapport parlementaire n'hésite pas à proposer la restriction des soins médicaux, la mise en place d'un fichier des hébergeants, l'allongement de la rétention administrative.
Bref, l'ensemble de ces rapports vise, pour l'essentiel, à stigmatiser les catégories sociales les plus en difficulté.
Le 6 mai, une conférence de presse de la Direction nationale présentait l'appréciation du Parti sur douze mois de gouvernement Chirac-Juppé. Je crois qu'on a intérêt à bien les associer, même si l'on voit bien la répartition des rôles : à l'un l'extériorisation médiatique, populaire, etc., à l'autre la rudesse de l'exercice gouvernemental. Je crois qu'on pourrait qualifier ce couple et cette année de deux mots, c'est d'ailleurs ce que nous avons fait lors de la conférence de presse : injuste et inefficace. Je n'insisterai pas davantage car vous trouverez dans vos dossiers le résumé des déclarations et du document de 60 pages qui pour cette occasion a été remis à la presse.
A l'évidence, notre message a été entendu, renforcé par l'entretien que le Premier Secrétaire a accordé à "Libération".
Convention Nationale "Mondialisation, Europe, France" et préparation du deuxième grand débat thématique.
Les 30 et 31 mars, à l'Haÿ-les-Roses, les militants du Parti Socialiste ont adopté à 93,22% des votes exprimés un texte définissant notre nouveau projet pour la France dans l'Europe face à la mondialisation, notre stratégie pour l'affronter et l'organiser, pour construire enfin un espace de civilisation pour la France dans une Europe-puissance. L'intégralité du texte adopté a été diffusée dans le n° 279 de "Vendredi". L'amendement présenté par la Gauche Socialiste a recueilli 40,7% des voix qui s'étaient portées sur ce texte. Les Socialistes ont dorénavant un document de référence qui les engage tous. Les actes synthétisant l'ensemble des travaux ainsi qu'un tract à grande diffusion sont en préparation.
Le Bureau national a adopté le 3 avril les propositions de Lionel Jospin concernant les modalités de préparation et d'organisation du deuxième grand débat thématique sur "les Acteurs de la démocratie". Plusieurs étapes sont prévues qui doivent se conclure par une Convention nationale les 29 et 30 juin.
Un Conseil national se réunira le 8 juin pour débattre du texte ou des propositions qui seront soumis pour consultation et vote aux adhérents du Parti. Préalablement, quatre groupes de travail nationaux ont été créés sur :
- la démocratie politique,
- la démocratie sociale,
- la démocratie locale,
- la démocratie citoyenne.

Ces groupes sont respectivement animés par Jean-Marc Ayrault et Ségolène Royal, Claude Bartolone et Harlem Désir, Catherine Trautmann et Jean-Pierre Bel, Martine Aubry et Sylvie Guillaume. L'animation générale de la Convention est assurée par Jack Lang, qui d'ailleurs s'exprimera juste après moi.

Collection Jean Poperen

Des Assises citoyennes décentralisées se dérouleront le samedi 1er juin. Jean-Christophe Cambadélis est chargé de leur organisation. Les synthèses par Département devront lui parvenir au plus vite afin d'être soumises à la réflexion du Conseil national du 8 juin.
Les militants ont d'ores et déjà reçu les axes de réflexion proposés par chacun des quatre groupes (c'était dans le n° 282 de "Vendredi" en date du 26 avril). Ils doivent s'en saisir et faire remonter auprès de Jack Lang et Pierre Moscovici leurs propositions et leurs suggestions.
Une Commission nationale d'élaboration d'un texte sur les acteurs de la démocratie a été mise en place. Elle se réunira pour la première fois le mercredi 15 mai à 11 heures.
Quelques autres aspects de notre activité.
Débat sur le service national : l'actualité politique de ces dernières semaines, c'est aussi les projets de réforme du service national proposé par le président de la République. Paul Quilès a été chargé d'élaborer un projet de texte concernant plus largement les enjeux géostratégiques notamment européens, la Défense nationale et le service national. Ce texte débattu à deux reprises au Bureau national : le 27 mars et le 3 avril a été diffusé à l'ensemble de nos fédérations dès le 5 avril et à tous les adhérents dans le numéro 280 de vendredi du 12 avril. Le débat est en cours dans le parti. Une vingtaine de fédérations ont d'ores et déjà remis une synthèse de leurs réflexions à Paul Quilès qui interviendra sur ce sujet tout à l'heure. La réflexion devra se poursuivre et l'une de nos instances nationales conclure le débat.
Les ordonnances sur la Sécurité sociale et le projet de texte sur le paritarisme rénové.
Le 10 avril, Elisabeth Guigou a présenté une analyse des ordonnances gouvernementales. Le communiqué du Bureau national critique clairement le contenu de ces trois ordonnances :
- sur l'organisation des caisses : une atteinte à la démocratie sociale, au travers de la place prépondérante concédée au patronat, un risque d'étatisation rampante par la dépossession des partenaires sociaux de leur responsabilité. Par ailleurs, le problème essentiel de la généralisation de l'assurance maladie à toute personne résidant en France n'est même pas abordé.
- sur la maîtrise des dépenses de santé : il s'agit d'une réforme en trompe-l'œil qui élude l'évolution des besoins sanitaires des Français et ne définit aucune politique de santé publique ambitieuse. De plus, sa complexité ne garantit même pas une maîtrise des dépenses.
- sur l'hospitalisation : il existe des risques importants de dérive et d'extension du secteur privé lucratif, d'aggravation des disparités géographiques et de remise en cause de toute planification sanitaire cohérente.
Par ailleurs, à l'occasion de ce débat, le Bureau national a examiné un texte de propositions sur le paritarisme rénové présenté par Elisabeth Guigou. Celui-ci doit servir de base à la réflexion du groupe de travail sur la démocratie sociale animé par Claude Bartolone et Harlem Désir dans le cadre de la Convention sur les

acteurs de la démocratie.
Activités des commissions nationales et des secteurs du parti. La liste est tellement longue que je peux en oublier et cela peut vous donner l'impression d'une litanie. Cela témoigne, je crois, de la nouvelle activité très dense, de la réflexion et de l'intérêt qu'y prennent un certain nombre de militants et de responsables concernant notre nécessaire réflexion.
Lionel Jospin, Pierre Guidoni et Henri Nallet ont participé les 9 et 10 mars au sommet des leaders du PSE à Lisbonne, à l'occasion de l'investiture de Jorge Sampaio à la présidence de la République portugaise.
Le 13 mars, une délégation du SPD conduite par Oskar Lafontaine a été reçue au siège du parti par Lionel Jospin, Pierre Guidoni, Henri Nallet et Pierre Moscovici. Il a été décidé de poursuivre la réflexion commune en créant plusieurs groupes de travail dont un sur les problèmes de défense.
Jean-Claude Fortier a réuni le 16 mars les responsables fédéraux Education.
Frédérique Bredin a réuni, en présence de Lionel Jospin, la Commission Culture, le 4 avril et la commission Média & Communication, le 11 avril.
Harlem Désir a organisé le 9 avril un séminaire sur l'exclusion avec Robert Castel.
Adeline Hazan a réuni le 11 avril et le 9 mars la Commission Immigration-Intégration.
Un certain nombre d'autres réunions se tiendront pour que nous puissions, le moment venu, avoir une réflexion, un corps de propositions à faire sur ces sujets épineux et qui ont une importance fondamentale, notamment en perspective des échéances et de manière extrêmement concrète notamment si nous devions, dans le cadre d'un contrat de législature, agir en ce sens durant cinq ans.
La Commission Sida s'est de nouveau réunie le 17 avril.
Jean-Louis Cottigny a organisé le 27 avril à Arras un séminaire sur les lois sociales et les comités d'entreprise.
Pierre Moscovici et Jean-Paul Planchou ont réuni à trois reprises la Commission Economique et sociale notamment sur la réforme fiscale et la dépense publique.
Elisabeth Guigou, Adeline Hazan, Harlem Désir élaborent un texte de contre-propositions concernant la future loi cadre contre l'exclusion.
Les commissions Sports et Sécurité-Police se sont réunies à plusieurs reprises et vont continuer de le faire pour produire là encore de la réflexion.
La présence du parti dans les luttes et mouvements sociaux : sur proposition de Sylvie Guillaume, le Parti Socialiste a appelé à participer à la manifestation organisée par la CADAC et le Mouvement français pour le Planning familiale, le 13 mars à Paris, pour protester contre les amendements Beaumont/Boutin et Lionel Jospin y a participé. Par ailleurs, le 3 avril, il est intervenu devant la commission ad hoc de l'Observatoire de la Parité.
A l'occasion de la visite officielle du dirigeant chinois Li Peng, Laurence Dumont a adressé au nom du parti une lettre ouverte au président de la République pour l'interroger sur la permanence d'une attitude par rapport à ce qui se passe en Chine.
Le MJS et de nombreux responsables du parti sont directement intervenus, les élus

locaux également, dans le conflit des familles maliennes expulsées de Saint Ambroise qui sont aujourd'hui dans le 18ème.
Après le rapport de Ségolène Royal au nom de la commission Service public, le Bureau national a soutenu les mouvements de protestation contre le projet gouvernemental de réforme de France-Télécom. La loi de 1990 permettant de répondre à toutes les contraintes et nécessités européennes, le Bureau national rejette toute conception résiduelle du service public.
Enfin, le 17 avril, le Parti Socialiste a décidé d'appeler sur ces propres mots d'ordre, à la manifestation prévue le 15 juin à Paris contre les projets des lois Debré, s'ils sont maintenus.
Force est de constater que notre capacité de réaction aux uns et aux autres, la mobilisation par rapport au rapport Philibert font qu'à mon avis nous n'aurons pas, en tout cas je le souhaite, des lois Debré pour l'instant. Mais restons vigilants et mobilisés.
A cette étape du rapport d'activité, je souhaite évoquer avec une certaine solennité et avec émotion les trois grandes célébrations qui ont marqué ces derniers jours : le 1er mai, l'hommage à Pierre Bérégovoy, le 7 mai à Marseille, l'hommage à Gaston Defferre et le 10 mai, hier, à Château-Chinon en souvenir de ce jour magnifique de victoire de la Gauche et d'accession de François Mitterrand à la présidence de la République.
Un mot des élections partielles. Durant cette période, comme lors des précédentes, un certain nombre d'élections partielles législatives et cantonales ont eu lieu. Nous ne pouvons, là encore, qu'être satisfaits des résultats des candidats et je salue tout particulièrement ici la victoire de Maurice Janetti, dans le Var, qui nous permet de retrouver un siège de député dans un département où nous n'en avions plus depuis 1988.
(Applaudissements).
En ce qui concerne la série des élections cantonales partielles, une douzaine au total, le constat est positif pour la gauche en général et pour le Parti Socialiste qui enregistre un gain de trois sièges, Hauts-de-Seine, Seine-Maritime et Guadeloupe. Ces résultats confirment la justesse de nos comportements politiques et de nos choix stratégiques. A cela, il convient d'ajouter le succès, avec le soutien du parti, du candidat vert, Gilles Buna, dans le 1er arrondissement de Lyon, ce qui valide notre stratégie de rassemblement. Face aux manipulations politiciennes du Front national, aux déclarations scandaleuses du secrétaire général du RPR à propos d'un appel du Front National à voter contre les candidats de Droite et de M. Mancel qui, lui, en appelait directement aux électeurs du Front National pour voter pour la Droite, le secrétariat aux Élections a confirmé à cette occasion dans un communiqué la position du parti par rapport au Front national. Notre objectif reste de combattre son idéologie et ses thèses et par là-même de réduire son influence et son implantation dans notre pays.
Gérard Le Gall travaille avec d'autres. Il ira sur le terrain pour que le moment venu le parti, là encore, ait une analyse et que nous ayons à la fois des mots d'ordre et

une stratégie face au Front national qui continue dans un certain nombre d'endroits à monter et c'est vrai que la politique sociale du gouvernement n'y est sans doute pas pour rien. C'est pour cela que je crois que nous sommes bien inspirés en démystifiant de ce point de vue le Front national qui veut donner une espèce de visage social alors qu'on sait que c'est un parti tenant de l'ultra-libéralisme qui s'est toujours prononcé contre les lois sociales. Là encore, nous avons du travail à faire. Nous ne manquerons pas de le faire.

Mes chers camarades, ceci doit nous conduire à rester fidèles à notre méthode de réflexion interne et d'ouverture à l'ensemble des forces de gauche. Ce fut le cas au moment du colloque mondialisation le 16 mars. Ce fut aussi le cas avec le forum du Parti Communiste à Bercy.

Ce sera aussi l'objectif lors des prochaines Assises citoyennes organisées par Jean-Christophe Cambadélis le 1er juin dans toute la France où nos fédérations, et je le demande avec insistance, doivent se réunir pour débattre sur la démocratie, toutes les forces de progrès, les syndicalistes et les associations. J'insiste d'ailleurs ici en présence de nombreux premiers secrétaires fédéraux pour souligner l'importance que cette journée représente dans les perspectives qui sont les nôtres pour les deux ans à venir.

Depuis un an, le couple Chirac/Juppé mène une politique désastreuse dans la droite ligne de celle de Balladur, aux dépens du plus grand nombre de nos compatriotes et fête un an de présidence Chirac sans faste populaire. Je veux d'ailleurs noter, moi qui regardais 7 sur 7 la semaine dernière où il y avait M. Raoult - je regarderai aussi, demain soir, le 7 sur 7 avec Jospin.... (Mouvements divers)... les remarques de M. Raoult sur tous les sujets qui touchent son Ministère ou son sous-Ministère et cela m'a frappé quand il a dit : "il faut préparer 1998 car il faut une majorité pour le président de la République".

Je me suis demandé si, finalement, il ne souhaitait pas une vraie majorité chiraquienne à l'Assemblée Nationale par rapport à celle d'aujourd'hui. C'est vrai qu'on n'entend jamais parler de majorité présidentielle alors qu'ils sont 480 à l'Assemblée Nationale. J'ai trouvé assez surréaliste qu'un Ministre vienne à la télévision pour en appeler au peuple. Il faut une majorité pour le président, ce qui voudrait dire qu'il ne l'a pas vraiment. J'ai trouvé cela intéressant et peu relevé d'ailleurs par la presse.

La seule manifestation de masse a été la grand'messe du RPR au cours de laquelle le Premier Ministre n'a pas hésité, pour mieux camoufler ses résultats catastrophiques et l'absence de projet à lancer, deux ans avant la date de l'élection, la bataille des législatives alors que, nous l'avons souligné dans le point de presse que nous avons fait, son premier devoir serait d'engager pleinement la bataille pour l'emploi et contre le chômage qui ne cesse de s'aggraver dans notre pays.

Nous devons maintenant nous engager à faire savoir aux Français, davantage encore que nous ne l'avons fait, ce que sont nos premières réflexions, les premières pistes que nous traçons. C'est l'objet, par exemple, des tracts qui seront bientôt disponibles dans les fédérations sur le bilan Chirac et sur la Convention Europe.

Mes chers camarades, depuis plusieurs mois, le travail est engagé par les militants et par la direction. Nous devons maintenir le cap fixé, assumer pleinement notre rôle d'opposants et faire appel à l'imagination et à l'audace dans la préparation de notre prochaine convention.
Pour aujourd'hui, bon travail et pour demain, au boulot !
(Applaudissements).

Le président - Merci à Daniel Vaillant.
Nous allons avoir quelques minutes la visite des photographes et des cameramen. Il faut sacrifier à une partie importante de notre journée. Ensuite, nous donnerons la parole à Jack Lang.
...
Je vais donner la parole à Jack Lang sur la démarche préparatoire à la Convention nationale sur "Les acteurs de la démocratie."

Jack Lang

Chers camarades, puisque Daniel Vaillant vous a conviés à être présents demain à la réunion qui associera les secrétaires de sections à la Mutualité. Il n'est point besoin de m'étendre longuement ce matin de peur de vous infliger la même intervention demain !
Quoi qu'il en soit, que vous soyez présents ou non demain, et naturellement ce serait une bonne chose que vous soyez le plus nombreux à être parmi nous demain, je serai néanmoins bref, parce que l'essentiel, vous le savez, Lionel Jospin et la Direction du Parti Socialiste ont souhaité que s'ouvre ce deuxième débat national sur la démocratie, le temps est court mais en même temps cela nous invite à être encore plus intenses dans notre réflexion, que nous soyons aussi ouverts que possible dans le parti lui-même et en dehors du parti. Tout à l'heure, Daniel Vaillant vous a rappelé ce que sera la journée du 1er juin. Peut-être que Jean-Christophe Cambadélis en réponse aux questions pourra apporter quelques éclaircissements complémentaires sur cette journée qui veut être une journée d'ouverture dans chaque département aux associations, aux autres formations politiques et tout simplement aux citoyens ou militants quelle qu'en soit l'origine.
Des commissions de travail ont été mises en place. Daniel a rappelé leur composition, je n'y reviens pas. Une Commission nationale a été désignée mercredi dernier qui, sous la présidence du Premier Secrétaire, élaborera un canevas de textes qui sera soumis à la discussion collective. La première réunion aura lieu ce mercredi, mercredi prochain. Il y aura deux autres réunions. Espérons que nous réussirons à bâtir, à concevoir un texte qui soit à la fois clair, cohérent, et riche de propositions.
Cela dépend aussi beaucoup de vous naturellement, par un aller et retour que nous essaierons d'organiser au mieux entre ces propositions et vos propositions. Le jour venu, c'est-à-dire notre prochain Conseil national puis devant la convention nationale, nous établirons nos propositions définitives.

Fondation Jean-Jaurès

Ai-je besoin devant nous de dire ou de rappeler pourquoi ce débat ?
Quelques mots cependant, je dirai simplement pour le résumer autour de deux idées simples : d'abord, nous souvenir, pour rappeler autour de nous que la démocratie, le combat pour les libertés c'est un combat de toujours de la gauche. C'est d'abord un combat de la Gauche et plus particulièrement des Socialistes et puis expliquer aussi (ce sera naturellement à nous de le démontrer par nos propositions) que ce combat là est aussi (ce n'est pas seulement) un combat d'hier mais aussi pour demain.
Le combat pour les libertés c'est un combat de toujours. L'histoire de la gauche se confond avec l'histoire des libertés, soit que de génération en génération, militants anonymes, ou personnages plus connus, les militants se soient battus pour arracher les unes après les autres et parfois pour les rétablir ou les préserver, ou les garantir, les libertés, des grandes lois de fondation de la République jusqu'aux droits sociaux aux droits syndicaux, et quelques autres, soit que lorsque nous avons accédé aux responsabilités, le Front Populaire, les premiers moments de la libération, nos gouvernements entre 1981 et 1993, nous ayons accompli des réformes qui ont marqué profondément l'évolution de la démocratie.
Je rappellerai d'un mot simplement pour réveiller nos souvenirs, les lois de libération des radios ou des télévisions, la décentralisation, l'acceptation de la juridiction de la Cour Européenne dans le cadre de la Convention de Strasbourg, les lois Auroux, les lois Roudy et Neiertz et quelques autres textes que je ne rappelle pas ici.
Et je dirai, au-delà même des réformes qui ont été accomplies, certaines à coup sûr insuffisantes (c'est pourquoi l'œuvre est inachevée) nous devons faire preuve d'imagination pour que demain ce qui a été entamé, soit prolongé, approfondi.
Il y a ce fait politique qui a quand même changé profondément la vie politique française, l'accès de la gauche aux responsabilités et par la durée et l'ampleur de notre présence au gouvernement, l'alternance à laquelle on finissait par ne plus croire, est entrée je n'ose pas dire définitivement mais durablement dans les mœurs. Cela, c'est un changement politique profond qui a contribué à rééquilibrer la vie politique française.
Pour reprendre un mot utilisé par François Mitterrand, avant 1981, son rêve c'était le nôtre, que "la présence de la Gauche au pouvoir ne soit plus considérée comme une anomalie éphémère, un accident de parcours, ou un mal à prendre en patience."
Et dans cette lutte pour les libertés, nous devrons aussi le rappeler, le Socialisme français a imposé la double singularité de son message.
Pas de Socialisme sans liberté, Congrès de Tours, l'histoire a donné raison à Léon Blum et à tous ceux qui à l'époque ont vu clair.
Deuxièmement, pas de liberté vraie et nous en reparlerons tout au long de cette convention, sans justice sociale.
A l'inverse, une bonne partie de la Droite française, une bonne partie (je ne dis pas la totalité, il y a quelques Républicains quand même) est traditionnellement (les faits sont là pour le montrer) rebelle, résistante aux avancées des libertés, des droits

des citoyens.
Réveillons nos mémoires surtout en cette période où on donne à penser De Gaulle, Mitterrand, rappelons-nous ce qu'ont été les dix premières années, ou quinze premières années, de ce qu'on a appelé le Gaullisme au pouvoir, un régime autoritaire qui a entravé les droits du Parlement, muselé sans limite, on peut le dire, sans aucune honte, sans vergogne radios et télévisions, et les dirigeants de l'opposition n'ont eu accès, que pour quelques minutes à la télévision, que dix ou douze ans après l'arrivée de De Gaulle au pouvoir, refus systématique de toute forme de décentralisation, multiplication des juridictions d'exception, et des lois répressives, verrouillage des droits d'expression, sans parler du détournement du beau mot de liberté pour sacraliser ce qu'ils appellent libéralisme économique, destructeur de justice sociale.
Reconnaissons naturellement (nous avons le devoir d'être honnête) qu'il y a eu ici ou là et notamment sous Giscard, quelques mesures enfin de "libération" entre guillemets : droit de vote à 18 ans, il était temps, la loi importante, très importante de l'IVG pour laquelle il faut constamment se battre pour qu'elle soit respectée dans les faits, et la saisine du Conseil constitutionnel par les députés et sénateurs.
Mais à partir de 1993, la Droite revient au pouvoir et si nous avions besoin de réveiller nos consciences endormies, elle est là pour nous rappeler ce qu'est sa vraie nature, autoritaire, reprise en main des médias et de la presse, lois Pasqua, suppression d'organismes de contrôle, je pense aux organismes sur la transparence des revenus, retour au cynisme international, Chine, Iran et quelques autres, sans compter la mise au pas de la justice, au moment même où notre camarade Emmanuelli est frappé d'un délit de justice.
Mais ce combat pour la démocratie ce n'est pas seulement un combat d'hier, c'est un combat pour demain et ce combat pour demain, je crois que nous pourrons bien le mener, trouver les réponses si nous sommes conscients d'une certaine crise qui met en cause notre système démocratique.
Jamais la démocratie n'a paru mieux établie, en France et dans le Monde, surtout dans le Monde, et jamais, c'est un paradoxe, elle n'est apparue aussi fragile.
L'écart se creuse entre gouvernants et gouvernés et deux sentiments concourent à renforcer ce divorce. Sentiment d'exclusion : nous en reparlerons, exclusion sociale, exclusion des jeunes, exclusion très large des femmes, exclusion des étrangers et quelques autres. Et sentiment d'impuissance.
Sentiment d'exclusion, sentiment d'impuissance... sentiment d'impuissance qui est double, le sentiment d'impuissance que ressent le citoyen que le pouvoir sur les choses paraît échapper de plus en plus aux dirigeants nationaux. Le pouvoir réel est transféré au bénéfice d'autres pouvoirs, pouvoir privé, mondialisation (nous en avons parlé, il faudra en reparler), pouvoir privé national et international, pouvoir médiatique, pouvoir des sondages, autre pouvoir, pouvoir public, pouvoir européen.
Ajoutons à cela que ce sentiment d'impuissance est aggravé par ce comportement de responsables politiques nationaux qui ne respectent pas leurs engagements, qui tournent le dos à leurs promesses... suivez mon regard... et qui ne constituent pas

peu à désenchanter, démoraliser, à créer cette crise de légitimité que nous ressentons, et l'autre impuissance que ressentent beaucoup des citoyens que nous rencontrons, c'est le sentiment qu'ils n'ont guère d'influence sur les gouvernants.
Le pouvoir des gouvernants paraît leur échapper de plus en plus, paraît être confisqué par une hypertrophie du pouvoir exécutif, du président de la République, à certains pouvoirs locaux, en passant même par le pouvoir du chef d'entreprise qui est un cas unique en Europe, un pouvoir tout puissant qui n'est pas contrebalancé par les lois de Vichy, par quelque contrôle que ce soit, le recrutement des élites, et la faiblesse des contre-pouvoirs, assemblées délibérantes, syndicats, associations qui mériteraient d'être revalorisés.
Conséquences : tendance au repliement sur soi, atomisation et érosion du lien civil, et pourtant, nous le savons, nous le sentons, les signes d'une volonté de renaissance d'une démocratie vivante sont là. Événements de décembre et floraison des initiatives locales, et d'autres marques qui montrent que pour peu qu'on accompagne ce mouvement, les Français sont prêts à faire franchir à la démocratie française une nouvelle étape.
Mais je crois qu'il nous faudra dans notre texte rompre avec une certaine tradition de méfiance qui parfois a pu nous atteindre. Osons aussi être, vis-à-vis de nous, lucides. Nous avons été très imprégnés par ces institutions de la Vème république, et osons remettre en cause cette méfiance traditionnelle française à l'égard des corps intermédiaires, des contre-pouvoirs.
Essayons de faire des propositions qui aillent le plus loin possible. Lesquelles ? Je ne vais pas les indiquer à l'instant, c'est à vous, à nous tous à les imaginer mais pour résumer d'un mot les grands axes de ce à quoi nous avons à réfléchir, partant de la phrase de Lionel Jospin dans son programme présidentiel, disant à ce propos : le pouvoir est lointain.
Le pouvoir est lointain... eh bien la question se pose !
Comment faire pour que la maison commune soit la chose de tous ? Par deux mouvements convergents d'abord. Comment mieux assurer la protection des citoyens contre l'éventuel arbitraire de l'abus de pouvoir ? Comment mieux préserver les droits et les libertés dans le domaine politique, dans le domaine social, et logiquement comment mieux assurer le contrôle des pouvoirs par les citoyens ?
Je relève simplement pour terminer les têtes de chapitre, que si l'on regroupait selon ces deux idées tout développement, nous pourrions dire protection des droits des citoyens. Doit-on reconnaître plus largement certains droits nouveaux ? Doit-on prendre des dispositions pour préserver des droits spécialement menacés ? Je pense aux droits du travail, aux droits des étrangers, ou à la protection sociale. Comment surtout, une fois les droits reconnus, garantir effectivement ? A quoi bon reconnaître des droits si, par moment, par l'administration ou par le juge, ces droits restent lettres mortes !
Et donc, plus concrètement, quelle législation, quelle relation entre les usagers et l'administration ? Et surtout quelle réforme du système juridictionnel allons-nous proposer ?

Ces propositions vous seront faites, nous les ferons collectivement. Comment faire pour que, selon ce qui a été indiqué dans la campagne présidentielle, la justice de demain soit non seulement indépendante, oui, et pas à sens unique, mais aussi impartiale et responsable, et capable d'être aussi une justice pour les simples citoyens, rapide, accessible et juste.
Faut-il transformer le Conseil Constitutionnel ? Faut-il donner de plus grands pouvoirs aux médiateurs ?
Autant de questions qui nous sont posées auxquelles nous aurons à apporter des réponses concrètes.
Quant au contrôle des pouvoirs par les citoyens, il nous faudra réfléchir à l'élargissement de leur participation par une transformation de droit de suffrage : quel mode de scrutin, quelle durée des mandats, cumul ou non des mandats, désignation directe ou indirecte des représentants, la place des femmes dans ce droit de suffrage ? Et puis sur les conditions d'exercice de cette démocratie : instruction civique, éducation, information, sans parler de la question essentielle dont je ne vous dis qu'un seul mot : comment rééquilibrer les pouvoirs et comment assurer en particulier au Parlement un vrai pouvoir de législateur et de contrôle ?
Je conclus en disant que nous devons avoir présent à l'esprit cette conviction. Certains pourraient se dire : la démocratie, à quoi bon ? Est-ce que ce n'est pas une réflexion abstraite, une réflexion lointaine ? Mais la démocratie, ce n'est pas un luxe, c'est plus - nous le constatons dans nos vies de tous les jours - une nécessité si nous voulons résoudre l'ensemble des problèmes.
Face à la mondialisation, à la médiatisation, à l'exclusion, il faut redonner ses droits à la politique, mais à une politique qui puise son inspiration, son énergie non pas en ce coupant du peuple, en s'enfermant dans des bureaux, en s'emprisonnant des comités d'experts, mais au contraire en se nourrissant des initiatives, des critiques, des propositions des citoyens. Et il faut garder cette conviction en nous que la démocratie n'est pas une source de faiblesse, mais au contraire une source de force.
Un peuple fort et juste est un peuple qui sait construire une république de citoyens actifs.
J'arrête là. Je n'indique pas sur le fond les réponses à apporter, elles sont à apporter collectivement au cours des prochaines semaines. Je me permets de reprendre les termes de l'invitation de Daniel Vaillant de travailler vite, de travailler moins... (Rires, applaudissements)

Dans la salle - Bravo ! (Rires)

Jack Lang - Travaillons moins si vous le voulez, mais travaillons bien !
(Applaudissements)

Le président - Au moins un thème sur lequel il y a unanimité du Conseil national ! (Rires)
Merci à Jack Lang.

La parole est à Paul Quilès sur la réflexion sur la défense.

Paul Quilès

Chers camarades, la réflexion sur le problème de la défense intervient dans le Parti environ tous les 20 ans. La dernière fois, c'était sur la dissuasion nucléaire. Cela avait donné lieu à de beaux échanges. Il n'était pas évident, au départ, que les Socialistes acceptent le principe de l'arme nucléaire.

C'est un débat qui est toujours difficile au sein du Parti Socialiste que celui de la défense ou de l'armée. Et aujourd'hui, nous avons à parler plus du service national, du service militaire que de la défense. Là, il y a eu, je le dis d'entrée, un petit malentendu parfois.

Bien entendu, on ne peut pas parler du service militaire sans parler plus largement de, ce que je vais essayer de faire rapidement, nos idées en matière de défense. Mais là nous étions un peu contraints par le thème qui nous était imposé par le président de la République, à savoir la réforme du service national.

Je vous disais que c'est un débat qui est toujours difficile au sein du Parti Socialiste, dans le monde Socialiste, compte tenu d'une part des valeurs qui sont les nôtres et de l'histoire des Socialistes dans notre pays, mais aussi compte tenu de l'histoire de l'armée presque toujours très proche de la Droite : qu'on se souvienne de l'affaire Dreyfus, qu'on se souvienne des tentatives du Putsch du Général Boulanger, qu'on se souvienne de l'OAS, qu'on se souvienne aussi du débat au moment de la mise en place de la République, du refus par une bonne partie de l'armée liée plutôt au milieu monarchique, voire au bonapartisme. Donc il y a eu toujours une difficulté à évoquer ces problèmes dans la mesure où il semblait qu'il y avait, et il y a parfois, un fossé entre les valeurs Socialistes et celles d'une partie de l'armée.

Je crois qu'on ne peut pas mettre en cause le patriotisme des Socialistes. N'en demeure pas moins que la Droite a souvent utilisé la volonté de paix des Socialistes, leur préoccupation d'un développement de l'internationalisme, leur aversion manifeste à l'égard du règlement des conflits par la force, pour justement les accuser de tiédeur dans la défense du pays, et parfois même de trahison. Rappelez-vous Jaurès appelé par la Droite haineuse : Herr Jaurès. C'était une injure forte à l'époque entre 1870 et 1914 et qui arma indiscutablement le bras de l'assassin le 31 juillet 1914. Rappelez-vous aussi la mise en cause du Front Populaire dans la préparation, disait-on, de la guerre de 1940.

Depuis 1971, depuis le congrès d'Epinay, les Socialistes se sont efforcés de rendre ces accusations injustes mais réelles, vaines en approfondissant leur réflexion autour du thème : comment défendre efficacement la France en respectant les valeurs qui sont les nôtres, les valeurs de paix, désarmement, défense des droits de l'homme ?

Aujourd'hui, ce qui est sûr, c'est que la situation a considérablement changé. Elle a changé beaucoup depuis 1989. Je disais à quelques camarades, l'autre jour, que je me souvenais - le temps passe vite - qu'il y a seulement 10 ans j'étais Ministre de la

Défense, et quelle était la préoccupation essentielle ? C'était de répondre au projet fou des Américains, la guerre des étoiles, l'IDS, le projet fou mais bien réel dont le début de réalisation était en train de répondre par notre préparation d'armement à ce qu'on connaissait des projets des Soviétiques. On vivait à ce moment-là, et on a vécu pendant 30 ou 40 ans, dans un monde fou, mais en même temps raisonnable qui jouait avec un jeu terrible qui était la dissuasion nucléaire.
Quand les historiens auront pris un peu de recul - on est un peu trop près - ils raconteront comment le monde avec ces grandes puissances a pu accepter que l'on mette en place par exemple en 1972 ce qu'on appelait le traité ABM qui concernait tout simplement l'interdiction faite aux grands pays détenteurs de l'arme nucléaire de trop installer de défense anti-missiles proches de leur capitale pour permettre à l'arme de dissuasion d'être vraiment dissuasive. C'est quelque chose qui, aujourd'hui, nous paraît absurde, qui le sera encore plus demain, qui avait une logique qui était celle de l'arme nucléaire, l'arme de non guerre qui avait suffisamment de quoi faire exploser plusieurs fois le globe.
La situation a changé non pas que ces armes aient disparu puisqu'elles sont toujours présentes, mais il n'existe plus, pour la première fois depuis un siècle et demi, aux frontières de notre pays, aux frontières de nos alliés, d'adversaires susceptibles de nous menacer militairement.
C'est une situation tout à fait nouvelle qui impose indiscutablement une réflexion pour analyser les menaces. Celles d'aujourd'hui on ne les voit pas, c'est une situation nouvelle. Par contre, il peut y en avoir d'autres demain, et la difficulté, comme toujours, quand on lit l'histoire, il est facile de la dérouler, on lit les événements, mais quand on essaie de la prévoir, on peut se tromper.
Les menaces demain peuvent venir de l'Est comme elles peuvent venir du sud ou venir d'ailleurs, mais enfin pour l'instant on voit ces deux directions de menace : l'Est, l'instabilité, la présence toujours d'armes nucléaires, même si les stocks commencent à se réduire, on est très loin d'aboutir au niveau zéro ; le sud, ce sont les risques : le fondamentalisme, l'intégrisme musulman dont on ne sait pas de quoi demain sera fait.
J'ajouterai à cela le terrorisme qui est le terrorisme que nous connaissons. J'ajouterai le risque de prolifération nucléaire, un risque qui est insuffisamment analysé. Prolifération nucléaire, ce qui veut dire utilisation par de petits états qui ne respectent pas les règles du jeu que les grands possesseurs de l'arme nucléaire s'étaient imposés. J'ajouterai aussi le chantage nucléaire qui est pour l'instant le thème de romans d'espionnage mais qui pourrait devenir, demain, si nous ne prenons pas garde, une réelle menace.
Donc il faut réfléchir à ces menaces de demain, et une fois que l'on a fait cette analyse des menaces potentielles, une fois que l'on sait dans quel cadre d'alliance on se place parce que la France toute seule aujourd'hui avec ses moyens, chacun sait que cela ne suffit pas à certains types de menace, et c'est à ce moment-là qu'il faut parler des moyens que l'on utilise, des moyens que l'on souhaite mettre en œuvre.

Justement, la façon dont Jacques Chirac, le président de la République, a posé le problème ne convient parce qu'il n'a pas fait cette analyse ou plutôt il l'a probablement faite, mais il sous-entend, à travers les propositions qu'il fait, une certaine conception de la défense qui n'est pas la nôtre.
Dans les précédents mois depuis le 22 février, date de l'annonce par Chirac de sa volonté de transformer le service national, nous avons eu l'occasion, Lionel Jospin, moi-même et d'autres camarades de dire que nous n'étions pas d'accord avec cette analyse, et il va falloir le répéter. Nous ne sommes pas d'accord avec le fait que la dissuasion nucléaire soit l'alpha et l'oméga de la défense du territoire.
En d'autres termes, nous avons l'arme nucléaire, donc le territoire est défendu, cela n'est pas si simple que cela, et cela n'est pas non plus l'objectif de la dissuasion nucléaire qui est de dissuader essentiellement contre le nucléaire.
Deuxième critique, quand Jacques Chirac parle de force de projection, au delà des apparences... dans les apparences il donne une impression de jubilation tout à fait étonnante ! On a l'impression qu'il est dans le commando, il y est ! Il est en train de se faire parachuter je ne sais où en Afrique. Mais dans le fond, cette idée de force de projection qui peut être nécessaire ne doit pas être non plus l'alpha et l'oméga de toute intervention de la France en matière de politique internationale.
Projeter quoi ? Projeter où ? Projeter pourquoi ? Cela, il ne l'a pas dit, et c'est là que dans ce qui pourrait être qualifié de procès d'intention, on en vient à faire une analyse et à penser que sa façon de concevoir notre défense nationale ne nous convient pas, lorsqu'on voit qu'on est en train de revenir discrètement, j'allais presque dire honteusement, dans l'OTAN, dans l'organisme militaire de l'OTAN.
Je voyais il y a quelques jours une dépêche qui en dit long sur l'intention de Chirac, du gouvernement français. Le ministre de la Défense a demandé aux alliés de l'OTAN de faire un geste pour faciliter cette évolution. C'est-à-dire que là où avant Chirac, je veux dire avec François Mitterrand, on s'efforçait, tout en restant dans un cadre qui était le cadre particulier que s'était fixé la France depuis une trentaine d'années à l'égard des États-Unis qui sont nos alliés, mais dont nous ne voulons pas être entièrement dépendants, de conserver un certain cadre d'autonomie, là où on ne donnait rien sans être sûr d'avoir une contrepartie, on est rentré dans l'organisation militaire de l'OTAN... enfin rentré presque totalement, il ne reste plus grand chose pour y être complètement, une fois qu'on y est on dit : vous allez bien faire un petit geste. Et le petit geste, c'est quoi ? C'est de dire qu'au sein de l'OTAN on crée ce qu'il appelle un pilier européen.
Actuellement le patron de l'OTAN en Europe, c'est un Américain. On dit que peut-être que demain ce sera un Anglais, pourquoi pas, que le siège sera peut-être à Paris. Mais rien n'a été négocié, c'est-à-dire qu'on est en train de se mettre complètement, qu'on le veuille ou non et quoi qu'on en dise, dans la main des Américains.
La défense européenne est une chose compliquée à mettre en œuvre, car tous les pays n'ont pas exactement le même point de vue à ce sujet. Je veux parler des Anglais notamment, parfois même des Allemands. Mais néanmoins, si on veut

construire l'Europe, on ne peut pas avoir un gouvernement européen avec tous les guillemets d'usage e, sans qu'il y ait de politique internationale et de défense commune, et ce n'est certainement pas en entendant construire cette défense européenne dans le cadre de l'OTAN que l'on s'en sortira.
Voilà notre première critique.
Deuxième critique, le président de la République a le droit et même le devoir de donner son avis sur les questions de défense. C'est l'article 15 de la Constitution. Mais il n'a pas le droit de confondre son pouvoir avec ceux du Parlement.
L'article 34 de la Constitution dit que c'est le gouvernement qui dirige la politique de défense du pays, et l'article 35, fort heureusement rarement utilisé, dit que c'est le Parlement qui autorise la déclaration de guerre.
A ce propos, d'ailleurs, il serait bon que nous intervenions un petit peu plus pour rappeler que le Parlement devrait avoir un peu plus de droits dans le contrôle de toutes les opérations extérieures, dans la fameuse projection dont on nous parle, et que les accords de défense dont on parle ici ou là viennent devant le Parlement.
Donc il faudrait réhabiliter un peu le rôle du Parlement dans la politique de défense du pays. Puisqu'on parlait tout à l'heure de démocratie, ce serait certainement une façon plus démocratique d'envisager la politique internationale et la politique de défense du pays.
Donc la deuxième critique forte que nous pouvons faire à Chirac, c'est que dans son intervention du 22 février, il donnait l'impression qu'il avait tout décidé ! Qu'il avait décidé le budget : j'ai entendu, moi, à l'Assemblée dire sans arrêt que le budget de la défense était de 185 milliards. Pourquoi 185 et pas 186 ? D'abord ce n'est pas à lui de le décider.
Et puis il a décidé que le service national serait réformé de telle façon, alors que c'est une loi qui doit passer devant le Parlement.
Bref, il y a là une confusion des rôles que nous nous devons de dénoncer.
Troisième critique, quand on a écouté Chirac et les discours qui ont suivi, on a eu l'impression que la suppression du service militaire, la suppression plutôt de la circonscription était un fait entendu. Ce n'est pas entendu du tout !
Je participe, avec Jean-Michel Boucheron, avec Jean Glavany et d'autres, à une mission d'information mise en place à l'Assemblée Nationale, où nous auditionnons beaucoup de monde. Nous écoutons les députés, qui sont évidemment majoritairement de Droite, et je peux vous dire que les réactions ne sont pas du tout dans le sens de cette soi disant décision du président de la République, décision qui ne dépend pas de lui.
Donc là on va avoir probablement dans les semaines qui viennent un certain tangage.
En plus on donne aux Français le choix entre deux solutions, vous les connaissez : le service obligatoire pendant six mois ou le service volontaire. Comme s'il n'y avait pas d'autres solutions possibles !
J'en viens à la quatrième critique, celle du débat. Nous avons demandé un débat. Nous pensons que sur un sujet comme celui-là, il faut solliciter l'avis des Français

au delà des organismes représentatifs du Parlement.
Or que constate-t-on ? On constate un débat tronqué et un débat hâtif.
Un débat tronqué parce qu'on demande aux maires, aux associations de voter en quelque sorte ou de donner un avis sur deux solutions alors qu'il y en a bien d'autres, et un débat hâtif parce que franchement, je sais bien qu'ils ont rajouté quinze jours quand ils ont vu que cela tournait mal, mais on ne peut pas en un mois et demi ou deux mois dire que c'est un vrai débat.
Nous, nous avons souhaité des états généraux de la défense où tout le monde puisse véritablement s'expliquer à tous les niveaux, que l'on entende les jeunes, que l'on entende les militaires. On en a entendu quelques uns ici, à l'Assemblée. Cela a parfois été bizarre, car on avait l'impression qu'ils étaient briefés par leur ministre et qu'ils venaient répéter leur leçon. On ne peut pas reprocher au ministre d'avoir fait son travail, mais cela pose un problème de fond, celui de savoir quand les militaires peuvent effectivement s'exprimer librement.
Que s'est-il passé depuis le 22 février, date d'annonce par le président de la République de ses intentions ?
Il y a eu le débat national qui va se terminer fin mai, la mission Séguin à l'Assemblée Nationale dont il faudra tirer les conclusions, parce que Séguin peut revenir sur la rédaction du texte, ce n'est pas impossible, mais la tonalité que nous entendons nous conduirait à penser que cela pourrait entraîner quelques petites difficultés. On verra.
Ensuite la loi de programmation militaire, engagement de dépense pour les cinq années, doit être présentée en mai et votée en juin, ce que nous considérons comme totalement inacceptable, parce que la loi sur le service militaire doit venir à la rentrée. Alors cela a l'air d'être un petit peu de la cuisine parlementaire, mais pas du tout. C'est une absurdité totale !
Comment peut-on faire voter des dépenses pour les cinq années à venir, les fameux 185 milliards décidés par Chirac, sans qu'on sache le type de service militaire ?
Certains disent : la professionnalisation va coûter plus cher. D'autres disent que cela va coûter moins cher. On a eu des chiffres dans tous les sens à la mission d'information. On ne sait plus où on en est, chacun amène son chiffre !
Dans ce climat d'incertitude - et ce ne sont pas des petites comme, c'est 5, 10, 15 milliards par an - comment peut-on voter une loi de programmation militaire alors qu'on ne sait pas le type de service auquel on doit s'attendre ?
En ce qui concerne le Parti, Daniel l'a dit tout à l'heure, il y a eu deux, et même trois réunions du Bureau national. On a discuté de ce sujet, on a élaboré un texte dont je répète, parce qu'il y a eu quelques commentaires ici ou là, que ce n'est pas un texte sur la politique de défense. Si on avait dû le faire, il aurait fallu aller beaucoup plus loin, notamment dans la première partie.
Donc on a replacé le cadre général du débat sur le service militaire. Ce texte a été débattu dans les fédérations. Ce n'était pas très brillant. Il y a eu 13 fédérations qui ont envoyé des textes, d'une page à trente pages. Je ne sais pas pourquoi le Tarn a envoyé trente pages... (Rires)... Quatre sections et deux réactions personnelles.

C’est un peu faible comme débat, mais enfin c’est mieux que rien.
Les sept idées forces qui étaient dans le texte du Bureau national ont été reprises par la plupart des intervenants. Je les rappelle.
Le service militaire actuel est inadapté dans sa durée comme dans ses formes.
Je vous rappelle que sur une classe d’âge, 370 000 garçons, le service civil représente à peu près 10% du service. Donc 90% militaire, 10% civil.
Ce service civil a été mis en place non pas pour de grandes raisons idéologiques, il faut le savoir, parce qu’aujourd’hui on parle de service civique, et on va en parler au cours de notre débat. Mais on l’a mis en place à l’époque pour réduire les effectifs.
Deuxième principe, le lien entre l’armée et la nation doit être préservé. Ce sont les éléments constitutifs du pacte républicain. Je crois que là dessus il n’y aura pas de débat entre nous, tout le monde est d’accord.
Troisièmement, le nouveau service national doit être à la fois d’une durée brève et d’une universalité effective pour tous les jeunes hommes.
Là je constate, d’après les textes qui nous sont revenus, que c’est toujours comme cela, quand on vote les motions, c’est le grand enthousiasme, tout le monde est pour l’universalité. Plus de passe droit, etc..
Je n’aurai pas la cruauté de demander ici qui n’a pas fait son service militaire, qui a eu un passe droit, qui est parti ici ou là. C’est la réalité française. Les élus qui sont là savent très bien combien on voit passer de gens, y compris les Socialistes, surtout les Socialistes, qui viennent nous dire : mon fils ne veut pas faire son service militaire parce que c’est une perte de temps. J’ai une exploitation agricole, il faudrait savoir si on ne pourrait pas... Et puis mon fils a un diplôme, ce serait bien qu’il aille chez Bouygues au Japon...
Et cela marche ! Il y en a à peu près 2 000 par an.
Je veux dire par là qu’on peut tous se raconter des tas d’exemples, ce n’est pas un système universalisée, c’est un système inégalitaire, et qui devient encore plus inégalitaire avec le développement du service civil, parce que le service civil évidemment propose des postes plus intéressants et qui profitent en général aux plus favorisés, c’est-à-dire ceux qui sont des milieux les plus aisés ou qui ont la possibilité d’avoir des passe droit.
Donc tout le monde souhaite l’universalité, tant mieux, et une durée brève. C’est sûr que la durée brève rendra l’universalité plus possible.
Q quatrième principe : le nouveau service national doit permettre une sélection possible des volontaires pour des périodes plus longues et de ceux qui veulent s’orienter vers la carrière militaire. J’y reviendrai.
Cinquièmement, l’armée ne doit pas être organisée sur une base exclusivement professionnelle. Elle ne doit pas comprendre que des militaires qui font toute leur carrière dans l’armée.
là aussi, dans tous les textes qui sont revenus, dans tous les débats, c’est une chose qui apparaît clairement, et c’est une chose très importante.
Sixièmement, les formes civiles du service national devront comprendre des

missions d'intérêt social ou de formation.
Je pense que les Socialistes souhaitent qu'effectivement les formes civiles se développent vers ce thème là.
Entendons-nous bien, j'ai entendu aussi beaucoup d'enthousiasme, j'ai vu des tas de gens qui parlaient du service civique garçons filles. Garçons plus filles, cela fait deux fois 370 000 aujourd'hui, en l'an 2000 cela fera 800 000.
Si c'est l'universalité, donc tout le monde le fait, et si c'est le service civil, et si sur ces 800 000 il y en a au moins 10% qui choisissent le militaire, il va falloir trouver 700 000 postes - on m'expliquera comment on va faire - qui ne devront pas concurrencer des emplois existants. Dans la période de chômage e qu'on connaît, et surtout des jeunes, c'est quelque chose qui est impossible !
Impossible à gérer, et même à proposer !
Septième point, le volontariat féminin doit être maintenu. Maintenant parce que c'est vrai que le volontariat existe actuellement. Certains défendront peut-être la thèse que les femmes doivent faire ce service comme les hommes.
Je ne résiste pas au plaisir de vous lire un passage d'une lettre que j'ai reçue d'une association du Dauphiné, de la Drôme, qui m'a écrit je ne sais pas pourquoi en disant : les croyants en Dieu désirent pleinement soutenir la proposition du président de la République. Par contre nous pensons qu'il ne doit pas y avoir de service national pour les femmes, car selon les Saintes Écritures, la femme doit être occupée au soin de la maison. Épître de Tite, chapitre 2, verset 5 !
(Rires)
J'aurais bien introduit cela dans mes propositions, mais vous voyez qu'il y a de gens qui réfléchissent sur le sujet et qui trouvent des fondements extrêmement lointains : Épître de Tite, chapitre 2, verset 5...
Jacques Chirac a fait partir son raisonnement d'une idée qui revient sans arrêt, c'est la professionnalisation de l'armée.
Je voudrais m'y arrêter une minute parce que je crois qu'il est nécessaire d'approfondir ce concept de façon à ce qu'on sache très bien de quoi on parle.
Les Socialistes ne sont pas opposés à une armée professionnelle. C'est même nous qui avons mis en place l'action rapide. Cela correspond à une évolution technologique, une évolution technique militaire qui impose beaucoup plus de technicité et beaucoup moins de troupes. Vous connaissez le chiffre qu'on a rappelé dans le texte, 8 millions d'effectifs pour la guerre de 14, 4 millions en, 2 millions guerre d'Algérie, et on en est à 500 000 aujourd'hui.
Cela ne veut pas dire non plus qu'il faut céder au mythe de la guerre technologique qu'on a essayé de nous insuffler, au moment de la Guerre dite du Golfe. On a l'impression que la guerre se réduisait à un grand jeu vidéo, vous savez, la guerre "propre". Non, la guerre, il y a toujours des morts et ce n'est pas vrai, la guerre technologique cela n'existe pas. Il faut se souvenir que justement puisque je parle de la Guerre du Golfe, on a eu beaucoup de mal, du fait que l'Armée française n'était probablement pas assez professionnalisée, à rassembler les 15 000 hommes, qu'il a fallu envoyer dans le Golfe 15 000 hommes que l'on a récupéré dans les

différents régiments qui étaient des régiments bis.
Ce constat conduit effectivement à aller vers plus de professionnalisation et moins d'effectifs, mais (le "mais" est important) nous ne sommes pas d'accord avec Chirac pour faire une armée à 100% professionnelle, c'est-à-dire ce que l'on appelle une armée de métier, et donc ce qui coule de source quand on veut une armée de métier, supprimer la conscription. Ce désaccord découle des sept principes que j'ai rappelés tout à l'heure.
La conscription, dont je rappelle que c'est l'enregistrement des noms des jeunes d'une classe, est suivie d'une formation militaire. Ce n'est pas obligatoirement le service militaire, c'est l'enregistrement des jeunes et une formation militaire de base. La conscription permet de développer ce qui nous semble essentiel, je le disais tout à l'heure, l'esprit de défense, et permet aussi de réaliser une mobilisation en cas d'apparition brutale d'une menace. Cela s'est produit, par exemple, pour les américains avec la guerre du Vietnam où eux, alors, ont rétabli la conscription avec un système où l'on maintient la conscription. On n'a pas besoin de créer de traumatisme, la conscription existe avec une période de formation qui peut être brève, mais en cas de menace majeure, en cas de crise, à ce moment-là, on ne rétablit pas le service militaire, on ne rétablit pas la conscription, on allonge simplement la période.
C'est à partir de cette analyse et dans cet esprit que j'ai personnellement proposé, mais ce n'est qu'une illustration, il peut y avoir d'autres idées qui soient avancées, le maintien de la conscription pour les garçons, les filles pouvant être volontaires, et un service d'éducation à la Défense pour les garçons qui serait une période courte, un mois et demi à deux mois, d'éducation. Ce ne serait pas des classes, les effectifs ne seraient pas versés dans les unités, même si la formation se ferait dans les unités.
Donc, il s'agit d'éduquer, d'éduquer sur le thème : pourquoi défendre la France ? Pourquoi défendre l'Europe ? Quelles sont les valeurs ? Quels sont les principes qui sous-tendent cette volonté de défense ? Quelles sont les menaces ? Quels sont les moyens ? Quelles sont les alliances ?
Il y aurait aussi une partie pratique pour apprendre le maniement des principaux matériels.
Dans mon esprit, tous les militaires de carrière, c'est-à-dire les officiers et les sous-officiers, devraient passer dans ce système d'éducation défense pour être des formateurs, des militaires, mais aussi des civils, des universitaires, de façon que les jeunes qui passeraient pendant cette période limitée dans ces lieux d'éducation à la défense soient en contact avec les militaires, soient en contact aussi avec les civils pour pouvoir débattre des problèmes de défense et avoir une formation minimum, mais une motivation minimum. C'est ce que l'on appelle créer l'esprit de défense, et c'est ce qui permettrait aussi d'assurer ce contact qui est indispensable entre les jeunes et l'Armée, entre l'Armée et les civils.
Ce service d'éducation à la défense court serait aussi un lieu, et c'est très important, de sélection pour les jeunes qui viendront volontaires. Aujourd'hui, on parle VSL,

Volontaires Service Long, qui font un peu moins de deux ans, il y a des engagés aussi. Eh bien, je pense que ces volontaires qui signeraient des contrats de deux à huit ans ou de deux à dix ans, garantiraient la mixité des armées. L'armée serait composée de militaires de métier, militaires de carrière et de volontaires qui feraient entre deux et dix ans. Donc, cela garantirait la mixité de l'armée, à trois conditions :

- Première condition, c'est qu'il y ait une sélection pour faire ce que ne fait pas l'armée britannique où en gros, j'allais dire (excusez-moi) on trouve n'importe qui. Vous voyez bien qui on trouve, les gens que l'on trouve parce qu'ils ont besoin de manger.

Donc, une sélection pour s'assurer la motivation de ceux qui sont volontaires.

- Une rémunération correcte parce que, là aussi, si les rémunérations sont très basses, on ne voit pas très bien ce qui peut se passer.
- Troisièmement, et surtout, que soit assurée à ces jeunes une formation de façon que le retour à la vie civile au bout de quatre, six, huit ans se fasse dans de bonnes conditions.

Ce service d'éducation à la défense pourrait se prolonger ensuite pour ceux qui le souhaitent par un service civil volontaire de l'ordre de six mois, ce qui serait à la fois une réponse à la générosité des jeunes et aussi à des besoins sociaux, quand je dis besoins sociaux, c'est besoins internes au pays, mais aussi besoins de coopération et d'intervention humanitaire, à condition, comme je le disais tout à l'heure, que tous ces postes ne viennent pas concurrencer des emplois existants.

En dehors des avantages que je viens d'indiquer, c'est-à-dire le lien entre l'armée et la Nation, la possibilité de sélection, le maintien de la conscription avec une période d'éducation à la Défense... permet aussi d'augmenter, et c'est très important, la durée du service militaire au niveau nécessaire si une crise majeure l'exigeait.

Enfin, dernier avantage et qui n'est pas le moindre, on pourrait conserver un plus grand nombre de régiments alors que la disparition du service militaire ferait disparaître un grand nombre de régiments et mettrait les villes de garnison en grande difficulté. Donc, cela permettrait de conserver un grand nombre de régiments dans leurs garnisons actuelles, ce qui aurait des conséquences évidemment positives sur les économies locales, à l'inverse de ce que propose Chirac dont on a estimé le chiffrage. Il faudrait injecter, pendant quatre ans, 4 milliards de francs par an pour compenser les difficultés économiques, et je ne suis pas sûr qu'on y arriverait complètement d'ailleurs parce que quand vous avez une ville qui vit à 50% sur sa garnison, sans parler des villes qui ont des problèmes d'industrie de défense en difficulté, il ne suffit pas d'injecter de l'argent. Il faut aussi trouver de l'emploi, savoir trouver les activités de remplacement. Donc, 4 milliards pendant quatre ans, cela fait 16 milliards pour essayer de compenser les difficultés économiques qui surviendraient.

Je parle d'argent, je vais en terminer par là si je puis dire. Quelques mots sur l'aspect financier.

Je disais tout à l'heure qu'on entend tout et son contraire : "est-ce que cela coûte plus cher, est-ce que cela coûte moins cher ?" Je voudrais vous rappeler que quand le Mur de Berlin est tombé, certains Socialistes spécialistes ont parlé d'engranger les dividendes de la paix. Alors, il y a eu des débats autour de ce thème : est-ce que c'est bien, est-ce que ce n'est pas bien, est-ce que c'est vraiment la paix, est-ce que l'on peut effectivement économiser sur le budget de la Défense puisque le Mur de Berlin était tombé et qu'on se trouvait dans une nouvelle situation internationale ?
La Droite à ce moment-là, conforme à son discours classique d'attaque contre les Socialistes (et vous pouvez retrouver les textes), la Droite, Chirac en tête, Juppé derrière, nous a accusé de désarmer la France, et Chirac à ce moment-là a eu cette phrase extraordinaire, souvenez-vous du chiffre : "Un pays comme la France doit consacrer pour se défendre au moins 4,5% de son PIB". Sachez qu'on est en-dessous de 3% aujourd'hui, ce qui veut dire que ce gouvernement et ces gouvernements depuis trois ans ont réduit brutalement le budget de la Défense. Nous ne contestons pas cette réduction, nous contestons la façon dont cela s'est fait. Ce gouvernement proposait deux ans plus tôt, après la chute du Mur de Berlin, que l'on augmente le budget de la Défense d'environ 70 à 80 milliards de francs ! On savait que Chirac pouvait dire une chose et son contraire à très peu de distance, mais là, voilà un exemple parfait sur le plan financier d'une de ses contradictions.
Alors, puisque je vous disais que depuis deux ans, les budgets ont été baissés de façon brutale, il faut savoir (et certains d'entre vous ici le savent car ils sont dans des villes ou des régions qui sont très concernées par la crise des industries d'armement) que les conséquences de cette "impréparation", les annonces d'augmentation de budgets et la réalité des budgets plus faible des gels de crédits et des baisses de budgets, tout cela s'est traduit, pour les entreprises qui avaient prévu des plans de charges donné, par des conséquences dramatiques. Elles ne savent plus où aller et l'on se trouve aujourd'hui avec la prévision, le chiffre a beau avoir été démenti par Chirac, c'est un chiffre réel, d'un risque de 50 000 emplois perdus dans les prochaines années en ce qui concerne les industries d'armement. Nous travaillons d'ailleurs sur ce sujet au sein du Parti, de la Commission de la Défense, du GSE, pour essayer de faire des propositions. Je ne suis pas sûr d'ailleurs qu'on fera des propositions très précises, parce que c'est un sujet solide, mais en tout cas, on pourra analyser la situation et voir globalement et localement, bassin par bassin, ce que nous pouvons apporter aux populations qui sont véritablement très, très inquiètes à juste titre.
Puisque je parle de considération financière, je voudrais juste aussi vous dire qu'à mon sens, on ne peut pas, comme certains l'ont laissé entendre, prendre une décision sur la conscription et sur le service militaire à partir de simples considérations financières. Si je vous dis cela, c'est que nous avons entendu ici même à l'Assemblée le général Goin, qui est Chef d'Etat-Major des Armées, nous dire sans sourciller : "Moi, je réagis comme l'employeur. Le président de la République me donne 185 milliards de francs, eh bien avec cela, il me faut faire une armée de métier". C'est quand même quelque chose que l'on a entendu qui est

insupportable et qui montre quand même qu'il y a une grande confusion dans les esprits et que le débat n'a pas été mis de la façon dont il devait être mis, c'est-à-dire sur ses pieds. Là, on marche sur la tête puisqu'on dit : "Il faut 185". Pourquoi 185 ? On se le demande ! "A partir de là, il faut que je fasse une armée de métier, on m'a demandé cela, je vous fais une armée de métier".
Donc, cela aussi, c'est une chose que nous devons dénoncer.
Voilà, chers camarades, j'ai peut-être été un petit peu long, mais c'est un sujet quand même qui mérite le débat surtout si l'on n'en parle que tous les vingt ans. Je crois que maintenant, il faut que le Parti Socialiste donne son analyse. Chirac avait annoncé au départ, le 22 février, un projet clair que nous contestons évidemment, je l'ai dit, mais il était clair au départ. Je ne suis pas sûr qu'aujourd'hui, ce soit aussi clair dans l'esprit du gouvernement et des différents Ministres qui ont à traiter de ce sujet, je veux parler du Premier Ministre, du Ministre de la Défense et du Ministre de l'Economie.
C'est un projet qui est devenu confus, qui peut avoir des conséquences économiques, sociales et en matière de défense extrêmement graves. Donc, il faut le combattre.
Mais il faut aussi dire, je crois, ce que nous proposons pour être crédibles, crédibles auprès de nos concitoyens et particulièrement d'une catégorie qui s'intéresse à ce sujet plus qu'on ne le croit, je veux parler de la jeunesse.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Paul d'avoir introduit ainsi le sujet. Bien des interventions, d'ailleurs inscrites, porteront sur le débat sur la Défense. Merci à lui de nous avoir cité l'intégralité de ses sources et de nous avoir rappelé que la citation qu'il a donnée n'était pas une motion de la fédération de la Drôme, mais l'émanation d'une association inspirée particulière ! Je tiens à la rappeler de façon qu'il n'y ait pas de confusion parmi nous. (Rires)
Vous êtes une quinzaine d'inscrits dans le débat. Celui-ci va commencer. Je donne la parole à Jean Glavany.

Jean Glavany

J'allais dire deux mots sur le bilan de Chirac et sur les accords de la Démocratie avant de venir, effectivement, sur le Service National et sur la Défense Nationale, et je remettrai une contribution au débat plus tard.
Sur le bilan de Chirac, je voudrais dire quelques mots, parce que chacun peut juger d'une manière spectaculaire, publique, qu'il s'agit du plus mauvais bilan d'un président de la République au bout d'un an, de tous les présidents que nous avons pu connaître au cours de la Vème République, et que c'est un fait qui est avéré.
Ce bilan politique tel qu'il a été fait, tel qu'il a été établi par la direction du Parti, rappelé tout à l'heure par Daniel Vaillant, se double d'un bilan personnel que je n'aurais pas voulu établir ici parce que seule la politique m'intéresse, mais sur lequel, au fond, j'ai eu la tentation de vous dire quelques mots parce que si je n'en

vois pas tellement l'utilité, je ne suis pas plus indulgent, moi, vis-à-vis de Chirac au plan personnel qu'au plan politique.
D'abord, par principe, parce que je pense qu'il ne faut dans le combat politique rien laisser passer à ses adversaires, rien laisser dire, contester tous les espaces qu'il faut saisir.
Je me souviens en particulier de ce que le Droite nous réservait, notamment, au début du premier septennat de François Mitterrand quand il y a eu, au bout d'un an, une campagne savamment orchestrée par tous les partis de Droite sur le thème de la Madone des Aéroports... Je ne sais pas si vous vous souvenez, parce qu'il allait de voyages à l'étranger de voyages à l'étranger... Chirac est en train de battre ce record et aucun membre de l'opposition ne le conteste et ne le décrie.
Je dois dire que, Lionel, même dans ton intervention dans Libération, tu fais preuve d'un peu d'indulgence sur la simplicité de Jacques Chirac. Moi, je conteste cette simplicité qui n'est que poudre aux yeux, qui n'est qu'artifice qui fait qu'on a décidé qu'on supprimait le GLAM à grand renfort, mais tout le monde sait que les avions du GLAM volent pourtant en France, transportant des Ministres, avions qui ne s'appellent plus GLAM, mais qui sont les mêmes, avec les mêmes cocardes. De même, on dit qu'on avait supprimé les escortes, et on a vu l'escorte pour Hassan II comme pour les cérémonies du 8 mai. Il paraît simplement que Chirac n'a plus d'escorte quand il va déjeuner dans Paris... Bon, parce qu'il y en avait avant ? On nous dit qu'on a réduit l'importance des services de sécurité... Tu parles, personne n'y croit et personne d'ailleurs dans les faits ne peut le prouver.
Je vais vous raconter une anecdote pour bien faire comprendre ce que je dis. Il y a quelques semaines, j'ai rencontré le président de la République dans une manifestation et, comme je suis un peu espiègle et impertinent, il était passé devant moi et je lui ai dit : "Bonjour, Monsieur le président !" Il s'est retourné et (vous le voyez...) il m'a pris les mains et m'a dit : "Bonjour, cher ami, comment allez-vous ?" Comme si j'étais un de ses principaux supporters !... (Murmures)... C'est cela, la simplicité de Chirac, ce sont des artifices, ce sont... (Murmures et rires)...

Gérard Le Gall - Il t'a reconnu !

Jean Glavany -... des automatismes, des espèces de superficialités des comportements et, moi, je ne vois pas pourquoi nous aurions quelque indulgence que ce soit à l'égard de ce type de comportement qui relève de la même logique de politique qui consiste à prendre des engagements et à ne pas les tenir, c'est-à-dire à faire et à dire n'importe quoi et à se comporter n'importe comment !
Donc, je voudrais essayer de resituer ce débat parce que c'est une réflexion qui me venait comme cela.
Pour conclure sur ce point, je vous dirai que, moi, je fais le même jugement politique et personnel sur les êtres qui, dans leur comportement, représentent leur politique. Il y avait, il y a quelques jours, un sondage paru dans "Le Parisien"', à propos du bilan de Chirac (personne ne l'a relevé), sur cette question simple : "Est-

ce que vous pensez que Chirac représente mieux la France que son prédécesseur ?" Oui, 34%, non, 59%. Alors, simplement, je dis : n'ayons pas de scrupules à la comparaison et n'ayons pas de complexes, n'ayons pas de faux-semblants pour lui laisser je ne sais quel espace de liberté.

Ma deuxième réflexion touche aux "Acteurs de la démocratie". On aura l'occasion d'en débattre dans les semaines qui viennent et je voulais simplement faire la réflexion suivante.

Je crois que quand on regarde le bilan politique des deux septennats (le bilan politique, c'est-à-dire un bilan collectif), une des principales leçons de ces deux septennats (il y en a beaucoup), c'est qu'au fond nous avons fait beaucoup de bonnes lois, Jacques le rappelait tout à l'heure, pas toujours appliquées, que nous avons eu de très bons textes, sans mouvement social, sans accompagnement de la société, mais que nous avons échoué dans cette volonté que nous avions de changer la vie concrètement et je pense que c'est dans ce domaine-là qu'au fond se pose à nous, pour toutes ces raisons, le problème politique de la démocratie tel que nous allons en débattre.

Moi, je voudrais vous dire ici simplement, en deux mots, que j'ai beaucoup de doutes sur une réflexion qui porterait d'abord sur un triptyque que j'appellerai Conseil Constitutionnel/Mode de scrutin/Cumul des mandats.

Il me semble qu'aujourd'hui, certes, le pouvoir est lointain, mais s'il était plus proche et toujours inaccessible, est-ce que nous aurions gagné notre pari politique ?

Il me semble que quand nous avons 6 millions d'exclus dans notre société, c'est-à-dire 6 millions d'exclus de la citoyenneté, nous ne nous interrogeons pas sur le Conseil Constitutionnel et sur le mode de scrutin ! Fixons-nous comme objectif prioritaire que ces hommes et ces femmes soient des citoyens à part entière.

Je pense que c'est justement une des leçons que nous devons tirer de ces deux septennats : ces exclus ne sont pas des citoyens à part entière, rendons-leur la citoyenneté avant de limiter le cumul des mandats ! Je sais bien que cela va être très populaire et qu'on va aller vers des propositions très audacieuses sur ce thème, mais franchement je suis sûr que dans les banlieues dégradées la question du cumul des mandats n'a pas d'importance véritable.

Je voulais le dire parce que je le ressens aujourd'hui avec beaucoup de force, avant d'en arriver à cette contribution sur le débat du service national.

D'abord, évidemment, c'est une contribution que je déposerai au Secrétariat national (je la rendrai publique) qui est tirée, comme le disait Paul Quilès à l'instant, du travail que nous avons mené, à quelques-uns, tambour battant (je veux dire que les Socialistes ont été plus nombreux que la moyenne dans cette mission parlementaire), mais aussi des débats que, comme élu, j'ai animés dans ma circonscription, dans ma commune, et que, comme responsable politique, j'ai animés dans quelques fédérations qui me l'ont demandé.

Je voudrais dire ici mon regret (je l'ai dit déjà à Lionel au Bureau national) que le débat ne soit pas tranché désormais et qu'on ait, à l'occasion de ce Conseil national, repoussé l'idée de le trancher. Je sens bien effectivement que, tactiquement, il vaut

mieux attendre que Chirac puisse se prononcer, ou que la majorité puisse faire des propositions, mais en même temps, si nous sommes sûrs de nous et de ce que nous voulons, si nous sommes sûrs de nos convictions, de nos propositions, et si nous ne tranchons pas, eh bien, vous savez ce qui va se passer ? La semaine prochaine ou dans deux semaines les députés, d'une part, les sénateurs, d'autre part, vont être amenés à se prononcer sur les propositions des commissions, qu'elles soient sénatoriales ou au niveau de l'Assemblée Nationale, et alors, on va le faire comment ? A titre personnel ? J'aurais souhaité, moi, que cet éclairage soit donné.

Je voudrais dire, en passant très vite sur la contribution que je laisse, que je partage évidemment tout ce qu'a dit Paul Quilès sur notre opposition majeure à tout ce qu'a dit le président de la République sur le sujet. Je pense qu'il y a une analyse bien précipitée des menaces qui pèsent sur notre pays. Je redoute cette espèce de consensus qui s'exprime partout, au niveau du Ministère de la Défense, au Quai d'Orsay, chez nos chers diplomates, comme quoi le Mur de Berlin étant tombé et le bloc de l'Est étant dissous, plus rien ne menace le territoire français directement, comme s'il n'y avait pas encore une accumulation d'armes, comme s'il n'y avait pas des chocs de nationalismes dans ces pays de l'Est, comme s'il n'y avait pas (on peut le dire ici, il n'y a pas la presse) quelques fous qui rôdent dans ces élections nouvellement promues dans ces pays de l'Est, comme s'il n'y avait donc pas potentiellement un danger.

Je trouve qu'il y a aussi des critiques plus formelles, plus radicales à exprimer devant ce retour sournois, implicite mais évident au sein de l'OTAN. Plus personne ne peut contester que Chirac est en train de faire, depuis six mois, le chemin de retour de De Gaulle en 1965. Nous sommes en train de réintégrer l'OTAN, c'est un choix qui tourne le dos à toute la tradition gaulliste et je dirais presque à ce qu'il y avait de meilleur dans la politique étrangère de De Gaulle. Personne ne le dit assez fortement, même si je sais que les Socialistes le disent. En tout cas, ce débat n'est pas mené.

Opposition formelle, rigide, déterminée, à cette absence totale de réflexion sur la défense européenne, qui a fait que les Allemands ont protesté contre les décisions annoncée par le président de la République en disant d'une manière haute et forte, intelligible, perçue en France en tout cas, qu'on ne pouvait pas décider unilatéralement de choses aussi graves alors que nos intérêts étaient partagés et convergents.

Et puis, bien sûr, opposition à cette conception de la défense, comme le disait Paul, qui se limite à une force de frappe et à une force de projection, qui gomme toute idée d'un territoire ou qui ferait penser que ce territoire ne pourrait être défendu que par une stratégie nucléaire.

Je crois que, là aussi, le territoire est absent. Vous savez, moi, je dis des choses simples : la Défense nationale, c'est la défense de la Nation par la Nation et en Droit public, depuis toujours, la Nation, c'est un territoire et un peuple. La Défense nationale, c'est la défense d'un territoire par son peuple. Ce sont des choses simples qu'il faut rappeler, parce que, aujourd'hui, tout cela est complètement absent des

raisonnements officiels.
Et puis enfin, opposition à des projets de démantèlement, de privatisation des industries d'armement qui, je le dis en un mot, chers camarades, vont causer des désastres dans beaucoup de nos régions et qui, surtout, vont livrer des industries stratégiques à des intérêts privés et souvent étrangers qui tournent le dos là encore à une certaine conception de l'indépendance nationale.
Je vais vite. Je suis d'accord avec tout ce qu'a dit Paul au niveau de la méthode. Ce débat est emmanché d'une manière épouvantable et il est ridicule qu'on demande à des parlementaires de se prononcer sur une loi de programmation sans savoir ce que l'on va faire du service national. On nous demandera de voter sur une loi de programmation de cinq ou dix ans, au mois de mai, alors qu'on voit bien que c'est difficile.
Oui, Paul a raison de dire que cette idée de professionnalisation n'est pas contestable en soi et que, d'ailleurs, les gouvernements de Gauche l'avaient eue. Mais en même temps, il y a un pas qu'il ne faut pas franchir (j'y viens dans un instant) entre la professionnalisation des armées, en particulier de l'armée de terre (parce que c'est essentiellement d'elle qu'il s'agit), et une armée de métier, c'est-à-dire une professionnalisation à 100%.
L'armée de l'air et la marine ont fait leur professionnalisation depuis longtemps, l'une avec 38% d'appelés (c'est l'armée de l'air), l'autre avec 27 ou 28% (c'est la marine) ; elles sont très professionnalisées, mais elles continuent à armer des appelés, c'est-à-dire à vivre cette mixité entre appelés et engagés qui est si essentielle.
J'en viens à ces problèmes de méthode et là encore je partage le point de vue de Paul, ce n'est pas parce qu'une institution est mauvaise que nous devons jeter le bébé avec l'eau du bain.
Le service national est inégalitaire, le service national est même très inégalitaire, il exclut beaucoup de Français, il ne joue pas tout le rôle d'intégration sociale ou de mixité sociale qu'il devrait jouer ou qu'on voudrait lui voir jouer dans la société, ce service national est souvent synonyme d'ennui pour beaucoup d'appelés... Oui, tout cela est vrai, mais ce n'est pas une raison (et c'est cela, le point central de mon intervention) pour revenir sur cet engagement de la conscription que je voudrais, d'une manière la plus formelle et la plus solennelle possible, voir réaffirmé par le Parti Socialiste.
Je crois que le maintien d'une conscription est une nécessité pour trois raisons : stratégique, diplomatiques et républicaine.
La stratégie, c'est simple. Je crois qu'en fonction des menaces dont je parlais tout à l'heure, il est clair qu'aujourd'hui il n'y a pas de menace directe sur le territoire français, tout le monde en convient, mais personne ne peut dire qu'il n'y aura pas de menace directe sur le territoire français dans les dix ou vingt ans qui viennent. Personne ne peut le dire.
De ce point de vue, rompre brutalement avec un système de défense, j'allais dire baisser la garde d'une manière un petit peu audacieuse, c'est une imprudence que je

qualifie comme telle parce que, comme le disait Pierre Joxe devant la mission parlementaire, quand on part en vacances et qu'on éteint le chauffage, il est imprudent de couper la veilleuse ! Ce que je demande à travers le maintien de la conscription, d'un point de vue stratégique, c'est de laisser allumée cette veilleuse que représente la conscription, car si l'on supprime cette conscription, on ne pourra pas monter en régime autrement que par un ordre de mobilisation générale qui apparaîtrait comme un acte de guerre. Il faut avoir la possibilité de remonter en régime facilement et c'est cela que permet la conscription, en maintenant cette veilleuse allumée.

Pour des raisons diplomatiques ensuite, parce que je pense que la France est engagée dans un projet diplomatique essentiel au plan extérieur qui est la construction de l'Europe et que nous ne pouvons pas aujourd'hui parler de défense nationale sans parler de l'Europe. Nous sommes tous, nous Socialistes, mais aussi quelques gens de Droite, à nous plaindre de l'insuffisance de contenu de la politique étrangère de l'Europe, à nous plaindre de l'insuffisance de ce qu'on appelle la PESC, la Politique Européenne de Sécurité Commune, à avoir même imaginé, dans notre réflexion précédente, une volonté politique d'incarner la PESC, la Politique Européenne de Sécurité Commune, et aujourd'hui, en mettant un terme à cette conscription, on tournerait le dos à beaucoup de nos engagements européens, en particulier à notre coopération avec l'Allemagne, en particulier à cet espoir, à cet embryon de politique européenne de sécurité commune que représente l'Eurocorps, que nous avons voulu, que nous faisons avec les Allemands, les Espagnols, les Belges et même maintenant les Luxembourgeois, cet Eurocorps constitué principalement des Allemands et des Français, avec des Allemands qui, eux, maintiennent une conscription, et qui, pour des raisons historiques que vous comprenez tous, refusent cette armée de métier.

Donc, ces raisons diplomatiques, ces raisons européennes, ces raisons d'amitié franco-allemande pèsent sur notre choix d'une manière telle que nous ne pouvons pas faire comme si elles n'existaient pas.

Et puis, c'est aussi pour des raisons républicaines qu'il faut maintenir la conscription. La conscription est un des piliers, me semble-t-il, du pacte républicain, elle reste à la fois facteur d'intégration, malgré ses inégalités et quoi qu'en disent certains qui dénoncent son caractère inégalitaire, et elle reste surtout l'assurance que la défense nationale est la défense de la Nation par la Nation, c'est-à-dire qu'il y a un lien entre le système de défense et le peuple.

Ce lien, toute l'histoire des conflits récents des cinquante dernières années l'a montré. Que ce soit l'Indochine, que ce soit l'Algérie, la guerre du Golfe ou la Bosnie, l'histoire montre que ces conflits ne sont pas vécus par l'opinion, par le peuple, par la Nation, de la même manière suivant que les appelés sont ou non dans les unités combattantes et que la participation du peuple, cette manière de se sentir concerné, dépend directement de cette intégration de la conscription à l'acte de défense nationale.

Je trouve, et j'en termine avec cela, que rompre ce lien est quelque chose de très

dangereux et je pense que les Socialistes doivent maintenir cette idée.
Je conclus avec mes propositions. Je dis qu'il faut maintenir cette conscription obligatoire, parce que sinon, il n'y a pas de conscription, qu'elle doit reposer, comme le disait Paul, sur un tronc commun de formation qui soit à la fois ce recensement, qui est si nécessaire, couplé à d'autres choses qui ne sont pas très militaires, mais qui sont la détection d'un certain nombre de handicaps, la prévention, la vaccination (connaître une classe d'âge est important pour une société).
Mais il faut aussi, au-delà de cela, une initiation au système de défense.
Pourquoi pas l'initiation au maniement des armes dont il ne faut pas laisser le privilège à quelques professionnels. Il faudrait que ce tronc commun soit prolongé, c'est ma proposition, d'un système optionnel c'est à dire qu'on fasse une sorte de service national à la carte, avec un tronc commun pour tous, y compris pour ceux qui ont fait Bac + 4 ou 5 et qui, sans avoir vu un uniforme de leur vie, se retrouvent dans une entreprise à New York ou Buenos Aires.
Il faut que l'on fasse un tronc commun pour tous de façon à rompre avec les inégalités et un système optionnel, un service militaire à la carte, qui montre de la part des Socialistes une volonté de réforme profonde de ce qu'est le service militaire, le service national, un service volontaire qui soit ou militaire ou civil, mais les deux au choix.
J'en finis, parce que ce système, je l'ai décrit dans ma contribution que je laisse, en disant deux choses : la première, je l'ai déjà dite devant le Bureau national, nous devons dire, nous Socialistes que cette obligation n'est pas une obligation dans le mauvais sens. C'est une obligation, c'est un rendez-vous entre la société comme l'a dit Lionel Jospin et sa jeunesse. Cette obligation est certes pour les jeunes de faire un service obligatoire mais aussi, pour la société, de leur offrir en contre-partie dans un contrat bien établi, les termes d'un échange équilibré.
Je crois profondément que ce service national, tel que nous devons le proposer, doit s'inscrire dans une politique audacieuse de la jeunesse, telle que les Socialistes doivent la proposer. J'ai dit et je répète que les jeunes sont sans statuts. Jusqu'à 16 ans, il y a l'école obligatoire. A partir de 25 ans, il y a le RMI. Entre les deux, il n'y a pas de statut social pour la jeunesse et nous savons même, nous élus, que c'est dans cette catégorie particulière des 21-25 ans, car avant, on peut "bricoler" avec les systèmes sociaux des Départements, qu'il y a des trous, si j'ose dire. Nous devons donc bâtir ce contrat entre les jeunes et le pays avec l'école, avec la formation, avec l'Université, avec le statut étudiant qui devrait être un volet seulement de ce statut du jeune, avec l'insertion professionnelle en faisant participer les entreprises de plus en plus avec l'alternance et avec ce service national qui doit être un terme du contrat entre la société et la jeunesse.
J'en finis, c'est ma conclusion Michel, tu me pardonnes, je voudrais simplement faire allusion à ce qu'est le cadre dans lequel nous réfléchissons et dans lequel se situe cette idée que serait abandonnée ou non la conscription obligatoire.
Qui parle autour de nous ? Tous les partenaires sociaux, mes chers camarades, tous

les partenaires sociaux sont pour le maintien d'une conscription. Tous. FO, la CGT, la CFDT, la FEN, le FSU sans exception, les syndicats étudiants de Gauche aussi. Donc, je me méfierais de la position d'un Parti Socialiste qui ne dirait pas la même chose que tous ses partenaires de Gauche. Tous les partenaires sociaux, les experts... on nous dit "oui, mais les experts. Paul a raison de les mettre en cause comme il l'a fait… les militaires, on les connaît tous, les états-majors en particulier ont un premier devoir, celui d'obéissance et de discipline. Je suis très frappé de voir quand ils trouvent leur liberté de ton… car on entend souvent dire : Quand leur rendra-t-on leur liberté ? Eh bien je vais vous le dire : à leur retraite ! Pour ma part, je n'ai pas trouvé un expert à la retraite qui ne soit pas pour le maintien de la conscription ! Tous les Amiraux, tous les Généraux, tous les corps de retraités sont tous pour le maintien de la conscription. Seuls ceux qui sont aux ordres de Millon, aujourd'hui, disent : nous devons aller vers la professionnalisation.
Les élus, je ne sais pas quel est votre sentiment mais j'ai interrogé les 100 maires de mon canton. Pas un ne m'a dit : il faut supprimer le service national ! C'est un échantillon qui n'est peut-être pas représentatif, sûrement, mais pas un sur 100 élus ce qui fait beaucoup.
Les militants, j'ai tourné un peu dans le parti, et j'ai le sentiment que dans certaines fédérations la nécessité de maintenir ce lien entre l'armée et la nation, cette nécessité d'avoir une conscription républicaine est partagé, me semble-t-il par 90 voire 95% des militants, même s'ils demandent que l'on réforme.
Restent les jeunes. Les jeunes, c'est mon dernier mot, il ne faut pas avoir peur de ce débat avec eux, je le dis comme je le pense. Les jeunes, eh bien ils se disent comme tous les autres, ceux qui n'ont pas encore fait le service militaire, ils n'ont pas envie de le faire, ils aimeraient bien qu'on le supprime ; mais ceux qui l'ont fait juste après, ils considèrent que malgré tout c'était bien qu'ils le fassent dans une immense majorité et même s'ils se sont ennuyés.
(Protestations)

Le président - Termine, Jean.

Jean Glavany - Vous êtes toujours formidables !... Oui mais ils se sont ennuyés.... Non, même ceux qui l'ont fait disent : transformez-le. Ils disent et c'est un vrai raisonnement, le service militaire est un impôt que le jeune doit payer à la société. C'est l'impôt Défense nationale. C'est un impôt injuste et ennuyeux, on n'aime pas le payer. Eh bien, rendons-le juste, intéressant et ils aimeront le payer !
Voilà ce que disent les jeunes et je suis sûr qu'au fond le vrai débat est de savoir proposer un service national qui soit suffisamment réformé, suffisamment audacieux, suffisamment ambitieux pour que justement les jeunes aient envie de payer cet impôt. Je suis sûr que c'est à portée de main pour les Socialistes. Merci.
(Applaudissements).

Le président - Merci, Jean.

J’ai oublié de préciser que votre temps de parole à la tribune n’est pas proportionnel à la durée du service militaire que vous proposez !
(Rires)
Je tiens à le rappeler pour les intervenants suivants.
Ni inversement proportionnel, d’ailleurs. Soyez raisonnables !
La parole est à Christophe Clergeau puis Jean-Michel Boucheron.

Christophe Clergeau

Vous m’excuserez d’intercaler une intervention qui n’est pas sur le service national ni la politique de défense mais Jack Lang m’a inspiré une première réflexion.
Je crois que quand nous étions au pouvoir, nous avions des domaines sur lesquels notre responsabilité était tout à fait partagée : la politique économique, les affaires étrangères, nous évoluions dans un champ de contraintes. Sûrement.
Sur d’autres, nous avions tous pouvoirs, dans le domaine des libertés, le domaine de la démocratie, dans la mesure où ils passent d’abord par la loi et non par une initiative parlementaire, nous avions largement les pouvoirs de réaliser un certain nombre de choses.
J’entends bien tout ce que présente Jack Lang dans son intervention et donc la richesse à venir, déjà assurée, de notre convention, mais j’entends aussi les questions que nous poseront les Français : “que ne l’avez-vous pas fait avant ?” et surtout : “quelles garanties avons-nous que vous le ferez ensuite ?”
C’est cette question-là qui me paraît la plus importante. Si nous avons des choses à dire sur la démocratie, des choses que nous aurions pu réaliser, que nous n’avons pas faites, pourquoi nous croiront-ils ? Ils nous croiront si nous sommes capables dans notre façon de faire la politique, dans nos actes, de préfigurer l’ensemble de ces projets que nous souhaitons porter.
L’exemplarité des pratiques politiques et l’application immédiate à nos pratiques individuelles, à nos pratiques collectives, les dispositions que nous soutiendrons en matière d’extension des droits démocratiques, c’est la condition sine qua non à ce que cette convention ne se traduise pas par l’adoption à une grande majorité d’un catalogue de bonnes intentions.
Alors, je voudrais après ce préalable, revenir sur l’attitude de la Droite face à la crise et face aux libertés individuelles.
Jean Glavany a rappelé, au début de son intervention, la situation sociale de ce pays, ses 6 millions d’exclus et la force du chômage qui a introduit un élément d’insécurité dans l’ensemble de la vie quotidienne des Français.
Je crois que nous avons tous confiance, et Daniel Vaillant a commencé à l’évoquer, que face à cette régression sociale, la Droite n’a pas de position, la Droite n’a pas de politique et que l’attitude du président de la République, à travers ses gesticulations et ses tentatives de diversion, ne cherche qu’à masquer cette absence de réponse politique. Puisque la fracture sociale a été abandonnée au profit du libéralisme économique le plus intégral, à côté du libéralisme nous voyons resurgir un autre type de réponse à la Droite qui permet de masquer son renoncement

politique et qui est une offensive idéologique et qui est une offensive politique qui prend d'abord comme cible les libertés et les droits de l'homme dans ce pays.
La remise en cause des droits fiscaux des concubins, la Commission Philibert avec une tentative d'amoindrissement des droits des étrangers en France, le rapport de Courson sur la fraude qui met en accusation comme d'habitude les pauvres, les femmes et les immigrés, sont autant de signes d'un phénomène qui n'est pas nouveau à droite. L'offensive idéologique contre les libertés et la démocratie qui nous rappelle Pasqua en 1986, qui avait été entamée par Balladur en 1993 devient un des axes majeurs de l'attitude de la Droite et de sa politique de gouvernement.
C'est d'ailleurs de cette dérive que se nourrit le Front national, de ce refus de prendre de face l'exclusion sociale et de détourner la vie politique sur les effets plutôt que les causes sur les victimes plutôt que sur les coupables.
Face à l'insécurité sociale, la Droite n'a proposé que l'idéologie sécuritaire et le recours à l'ordre moral. Et nous, qu'avons-nous à proposer ?
Nous avons bien entendu, à travers l'activité de la Direction, dénoncé l'ensemble de ces projets de Droite. Mais la question essentielle pour nous c'est à travers les deux questions qui se posent désormais à nous, comment préparer une alternative politique et comment mener le combat contre le Front national ? Il faut savoir quel type de réponse nous proposons.
Certains donnent déjà leur réponse. Il suffit de lire ou d'écouter certaines déclarations. Certains considèrent que face à la crise et à ses effets existe une demande sociale de sécurité très forte, une aspiration à être rassuré.
Ils considèrent également que le niveau du chômage risquant de rester très élevé, il convient pour les Socialistes d'introduire dans leur programme de façon très importante cette aspiration à la sécurité.
A quoi aboutissons-nous au nom de la sécurité et de la lutte contre l'immigration clandestine ?
Nous avons accepté et nous acceptons encore un recul continu des libertés et une fermeture progressive de notre pays. Afin de rassure les gens, nous abordons avec une très grande prudence, les perspectives d'extension des Droites et des libertés individuelles. Nous faisons parfois trop le silence sur certaines questions de société, les plus sensibles et les plus délicates et, de ce point de vue, je me réjouis que dans le cadre de la préparation de la Convention, la commission qu'animait Martine Aubry soit arrivée dans son texte au soutien à l'abrogation des lois Pasqua et au droit de vote des étrangers. Nous verrons ce que cela deviendra.
On nous dit : il ne faut pas faire gagner de voix au Front national. Pourtant, Camarades, au début de l'émergence du Front national nous nous battions pour expliquer que c'était la crise et donc l'immigration qui étaient les causes du chômage. Nous refusions de confondre les sentiments et la réalité de l'insécurité et nous présentions cette dernière d'abord comme une conséquence de la crise. Désormais, il suffirait, pour des Socialistes, de constater dans les sondages la demande sociale de sécurité pour considérer qu'il s'agit d'un phénomène de vie autonome déconnecté d'offensives idéologiques de la Droite, déconnecté des effets

de la crise.
Nous sommes en train d'inventer sur ce sujet au moins l'opposition d'opinion, mais se positionner par rapport à l'opinion et au Front national sur ces sujets risque de nous amener, de nous préparer à de douloureux renoncements.
Nous ne pouvons plus accepter, en tant que militants politiques, dans la perspective de 1998, que l'on restreigne les libertés au nom de la nécessaire sécurité. Nous devons nous rappeler que le mouvement Socialiste n'a gagné que quand il a mené simultanément la bataille de la transformation sociale et celle du développement des libertés individuelles.
C'est avec une même radicalité que nous devons reprendre ces deux combats. Le pouvoir dans l'entreprise pour les salariés, la redistribution des richesses, la réduction du temps de travail, oui, mais avec le droit de vote des étrangers, l'abrogation des lois Pasqua, avec la priorité à la prévention, avec la reconnaissance des nouveaux modes de vie.
Chers camarades, notre combat c'est plus que jamais le poing et les roses.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean-Michel Boucheron.

Jean-Michel Boucheron

Mes chers camarades, je m'exprime rarement devant le Conseil national. Vous comprendrez que j'aie souhaité le faire au moment de ce débat important sur la défense et le service national, débat important pour deux raisons fondamentales : D'abord, le service national représente, qu'on le veuille ou non, un des fondements de la République et, deuxième raison, c'est que la décision que s'apprête à prendre Chirac car il veut l'armée de métier, il y arrivera, peu importe comment, il l'a veut, cette décision est par sa nature irréversible. Elle est irréversible techniquement parce qu'on ne peut pas refaire une mobilisation sur une armée comme sur un concept de métier. Elle est irréversible institutionnellement et politiquement au moins à court terme, le président de la République ayant évidemment dans ce domaine une fonction tout à fait importante et fondamentale. Rien ne peut être fait contre son gré et en particulier éventuellement en 1998.
Sa décision sera irréversible. Et là évidemment un piège était tendu au Parti Socialiste, et ce piège était tout simplement que le Parti Socialiste prenne une position, fasse une proposition très concrète, avant celle du président, c'est-à-dire qu'il aurait été facile pour celui-ci de rassembler toutes ses oppositions contre nous, nous mettant ainsi en situation, dans la période pré-législative de nous poser la question : "à ce sujet qu'allez-vous faire? "car les oppositions au président sont nombreuses, elles sont dans sa majorité, et elles sont dans tous les responsables de la Nation, qu'ils soient civils ou militaires, élus locaux, responsables d'associations, tous ceux qui réfléchissent.
Songez que la totalité des organisations syndicales ont pris position contre l'armée de métier, que la totalité des institutions, c'est-à-dire philosophiques, religieuses,

Collection Jean Jaurès

ont pris position contre l'armée de métier, et donc qu'au niveau de l'ensemble de ces gens qui s'exprimeront, cela fait beaucoup de monde.
Je crois qu'il faut effectivement laisser Chirac aller au bout de sa logique. Il s'exprimera dans quinze jours à ce sujet. Et nous, simplement pour le moment, réaffirmons nos principes et nos principes sont forts.
Quelles sont les raisons de Chirac de prendre cette décision ? Elles ne sont pas glorieuses, c'est tout simplement qu'il a besoin d'argent. Et voulant de l'argent, il a décidé une réduction du format de l'armée de terre, à peu près de moitié, et à partir du moment où l'armée de terre est réduite de moitié, dans la foulée, l'électoralisme aidant, on va vers la suppression de la circonscription. Il n'y a pas d'autres raisons que des raisons financières, si l'armée est réduite dans son volume, il s'y retrouve ! C'est la seule logique de Chirac.
Il utilise des prétextes, et sur les prétextes utilisés, mes camarades, je souhaite que nous ayons la plus grande prudence. Je ne souhaite pas que l'on dise qu'il n'y a pas de menace directe sur la France dans les vingt ou trente ans qui viennent. Dans un monde tel que nous le connaissons, comment peut-on imaginer quoi que ce soit sur les vingt ou trente ans qui viennent ? L'Europe riche, l'Europe vieille, l'Europe quelquefois repliée sur ses institutions, ne tenterait-elle pas quelque aventure, quelle qu'en soit la forme ? On ne peut pas dire cela. On ne peut pas dire que l'armée est illégitime, c'est vrai, l'armée est illégitime aujourd'hui, demain sans doute, mais après demain ? L'histoire, vous savez, a des retours et là-dessus il ne faut pas insulter l'avenir.
Parmi les prétextes on utilise le fait que les appelés ne seraient pas utilisables dans la projection mais c'est complètement faux ! Il suffit d'interroger le Général Morillon qui explique comment avec ses appelés il a tenu pendant un mois ou deux Sarajevo en attendant que l'armée de métier britannique qui n'arrivait pas à se déployer, arrive.
On dit que les appelés ne savent pas, ne peuvent pas utiliser les armes nouvelles, mais plus une arme est sophistiquée, et plus elle est proche de l'utilisateur. Vous le savez, le mythe technologique il faut faire un trait là-dessus, je crois que les Américains l'ont payé au Vietnam, et l'Union Soviétique l'a payé en Afghanistan, donc la technologie qui résout les problèmes, non !
Effectivement la ligne techno, c'est la ligne Maginot comme le dit Mélenchon, tu as raison !
Ensuite, on nous présente l'exemplarité britannique mais il faut savoir que les Britanniques, de l'aveu même de ses organisateurs, ne marche pas très bien. Et la Grande-Bretagne a une grande tradition qui risque de se perpétuer longtemps, c'est que la Grande-Bretagne est une île et nous, nous avons une tradition continentale, et évidemment les problèmes stratégiques ne peuvent pas être de la même nature.
Je voudrais dire également qu'il ne faudra pas tomber dans le piège de Chirac qui consistera à dire qu'il suspend la conscription. Il n'y a pas de suspension de la conscription, il n'y a pas réversibilité. A partir du moment où un système militaire opérationnel a été construit, on ne peut pas réinjecter évidemment des centaines de

milliers d'hommes en quelques semaines ou même en quelques mois. Donc le terme même de suspension de la conscription est une hypocrisie.
Je voudrais en venir aux dangers de nature stratégique. Vous l'avez compris, je suis fondamentalement opposé à l'armée de métier, ou à tout système qui ferait semblant de faire autre chose. Pour moi, la conscription cela veut dire les appelés dans les forces, et tout système de stage qui consisterait à sélectionner les volontaires, pour moi c'est l'armée de métier car les forces elles-mêmes seraient entièrement constituées par des hommes de métier.
Première chose, sur le plan stratégique, je passe rapidement parce que c'est évident, face à une agression on peut avoir droit à tous les contournements, contournement de la force de frappe, contournement des forces traditionnelles, il peut y avoir des agressions de type terroriste, face à la défense opérationnelle du territoire, qui nécessiteront un très grand nombre d'hommes et l'armée de métier ne sait pas répondre à ce genre d'attaque.
Mais surtout, je pense à la position de la France dans l'Europe et la position de l'Europe vis-à-vis des États-Unis. Évidemment une armée de métier augmentera notre dépendance, d'abord en matière de projection. C'est un peu curieux que l'on soit capable de ne rien faire en Bosnie, et qu'on voudrait se projeter à l'autre bout de la planète pour régler les conflits.
Évidemment si nous nous projetons à l'autre bout de la planète pour régler des conflits, ce sera derrière l'énorme appareil américain, il n'est pas question d'intervenir seul, à partir du moment où on n'est pas capable de le faire seul quand il s'agit d'endroits à 600 kilomètres de nos frontières.
D'autre part, l'armée technologique de projection, elle rencontrera toujours une autre armée infiniment plus puissante sur le plan technologique et auquel on sera obligé de se raccrocher.
Ce concept de projection est un concept en matière de politique étrangère qui est un concept de dépendance absolue vis-à-vis de l'Amérique.
J'ajoute que le coût est énorme de passage à l'armée de métier, et obligera le gouvernement français à diminuer énormément ses commandes aux entreprises françaises.
Je pense que nous sommes devant un système qui se prépare à mettre 40 000 à 50 000 personnes au chômage et ainsi à diminuer nos entreprises dans leur capacité de recherche et de développement, c'est-à-dire que nous allons aboutir tôt ou tard (vous allez entendre le Ministre de la Défense le dire) à des achats de matériel sur étagères, c'est-à-dire des achats à l'extérieur. Et à qui achèterons-nous ces matériels ?
Bien évidemment à l'Amérique qui là encore aura un droit de veto technologique.
La France, dans l'Europe, l'Europe par rapport à l'Amérique : d'abord je ne vois pas pourquoi avec une armée réduite de moitié dans son volume, nous aurions en Europe trois acteurs fondamentaux qui seraient la Russie, les États-Unis et l'Allemagne, les Allemands eux-mêmes craignent, Kohl et Ruhe l'ont dit de façon tout à fait officielle au gouvernement français, disant qu'ils n'étaient pas partisans

d’un système militaire européen, seule l’Allemagne ayant pour mission de garder la Maison.
Ensuite, il y a le rapport de force à l’intérieur de l’OTAN, le rapport de force est un rapport de force technologique, mais c’est aussi un rapport de force humain. Il nous faut construire une défense européenne en brisant le seul adversaire véritable à cette construction, ce seul adversaire s’appelle l'atlantisme. En quoi consiste-il ? En un mythe. Il y a un certain nombre de pays européens, notamment de l’Europe du Nord, et de la Grande Bretagne, qui croient, parce qu’ils sont dans l’OTAN, ou parce qu’ils seraient amenés à y rentrer, que cela assurera leur sécurité pour l’éternité.
C’est un mythe auquel d’ailleurs ils ne croient pas au fond d’eux-mêmes, quand on va chercher loin, car évidemment si une grande puissance de l’Est attaquait la Lituanie, l’Amérique rentrerait-elle en guerre ? Chacun sait que non. `
S’il y avait un conflit important aux franges orientales de l’Europe, est-ce que l’Amérique prendrait le risque de recevoir sur New York des bombes atomiques pour sauver un petit pays qui se retrouverait en difficulté ? Chacun sait que non.
L’Europe de la sécurité, il faut donc la construire et mes chers camarades, sur le plan technologique et sur le plan financier, elle peut être autonome. Il ne manque pas grand chose à l’organisation de sécurité européenne pour être autonome vis-à-vis de l’Amérique, alliée pour les conflits à très grande intensité, alliée mais autonome, c’est-à-dire capable elle-même de résoudre un certain nombre de crises même si le Pentagone et la Maison Blanche ne sont pas mobilisés pour résoudre ces crises.
Les moyens sont simples : il suffit de quelques moyens en termes de communication, de renseignement,; quelques armes précises, tout cela c’est à la portée de l’Europe, elle doit pouvoir s’en doter et ainsi être un véritable interlocuteur au niveau international et surtout ne pas attendre des années que le Pentagone donne son feu vert pour organiser une intervention de paix, dans son propre continent, en son propre sein.
Ceci, mes chers camarades, est possible et en plus nous allons avoir des travaux pratiques dans ce domaine très prochainement.
Que va-t-il se passer en septembre ? En septembre, nous allons être à quelques mois de l’élection américaine. Clinton n’acceptera jamais de prendre le risque qu’un car de GI’s saute sur une mine en Bosnie. Il va donc se retirer de Bosnie, et dans les accords de Dayton que nous avons signés, avec eux, nous avons dit que nous nous retirerions en même temps et à proportion. Il va y avoir un grand débat dans ce pays, à la rentrée quand les Etats-Unis vont quitter la Bosnie, que va faire l’Europe ? Est-ce qu’elle part avec l’Amérique ? Si elle veut, techniquement elle peut rester et nous savons très bien que si tout le monde part, le feu reprendra dans les Balkans. Nous devrons donc avoir ce débat, sachant que si l’Amérique s’en va et si l’Europe reste, elle aura fait pour la première fois la démonstration politique, qu’elle est capable sur un conflit de petite ou moyenne intensité sur son sol, de gérer le problème seulement avec quelques appuis techniques de l’OTAN mais sans

la présence technique humaine et politique de l'Amérique sur le sol concerné.
Ce débat de septembre, mes chers camarades, sera un débat très important pour l'avenir, car si ce rendez-vous là est manqué, laissez-moi vous dire que notre dépendance à long terme, vis-à-vis de l'Amérique, est assurée et certaine, et cette dépendance militaire stratégique sera aussi une dépendance économique et chacun le sait aussi ici une dépendance culturelle.
Je voudrais dire deux mots sur les dangers internes de la logique de l'armée de métier. D'abord, cela touche le rapport entre la défense et la Nation. Je ne m'étends pas là-dessus, certains camarades l'ont fait ou vont le faire, l'armée doit évidemment ne pas être coupée de la Nation, elle ne doit pas être repliée sur elle-même.
Tout à l'heure, Paul, tu as cité sur le plan historique les rapports difficiles de l'armée avec la Gauche. Mes chers camarades, je connais bien le milieu, il y a beaucoup d'hommes excellents, d'excellents Républicains dans ce milieu, il ne faut pas laisser les militaires entre eux et l'armée repliée sur elle-même.
Et croyez-moi aussi, dans les interventions militaires extérieures, la présence des appelés est utile. Certains types d'action militaire ne peuvent pas se déployer n'importe comment, s'il y a une présence d'appelés. Les appelés sont utiles à l'armée en temps de paix, mais croyez-moi ils sont aussi utiles à l'armée en temps de guerre et là il y a un problème d'éthique fondamental.
Enfin, ce déficit démocratique, une armée de métier on appuie sur un bouton, elle s'en va, il n'y a pas de débat dans le pays. En Grande-Bretagne, il y a eu très peu de débat sur la guerre du Golfe ; en France, il y a eu un énorme débat. Pourquoi ? Bien qu'on n'ait pas envoyé d'appelés dans le Golfe parce qu'il y a une armée de conscription, et que le peuple se sent interpellé par toute une action militaire.
Demain, une armée de métier serait au service d'un seul homme et quand on interroge les jeunes soldats français en Bosnie, qu'on leur demande ce qu'ils font là, ils répondent "je suis là parce que je sers la paix", et quand on interroge le soldat américain, il répond : "je suis là, parce que je suis payé pour cela", c'est cela les deux éthiques entre l'armée de métier et l'armée de conscription !
(Applaudissements).
Enfin, mes chers camarades, sur le plan social, je suis fondamentalement opposé au volontariat, fondamentalement opposé ! Nous allons créer, si on fait cette armée de métier, si la conscription disparaît de l'intérieur des unités, nous allons créer 30 000, 40 000, 50 000 postes de volontaires sur des contrats à deux ou trois ans, payés 2 700 F par mois. Qui seront les jeunes qui prendront un contrat de deux ans à 2 700 F par mois ? Ce sont ceux qui galèrent dans les banlieues, ceux qui n'ont pas d'autre solution, ceux qui se diront "je vais toujours passer deux ans dans l'armée", et après on verra dans quel état psychologique ils nous reviendront !
Après on verra bien dans quel état psychologique ils nous reviendront !
Le volontariat, cela n'existe pas. Ou le volontariat est gratuit et cela s'appelle le bénévolat, et il n'y aura personne, ou le volontariat est payé, cela s'appelle le salariat, il y aurait des créations de postes et le Gouvernement, financièrement, ne

peut pas, et le volontariat est moyennement payé, et à ce moment-là, cela s'appelle le CIP, cela s'appelle le SMIC-Jeunes.
Évidemment la suppression des appelés, dans les Armées, impliquera la privatisation d'un très grand nombre de services dans l'Armée, c'est-à-dire l'appel à des entreprises nouvelles, et le Ministre de la Défense qui s'exprimait devant notre Commission, il y a huit ou dix jours, nous a dit que ce problème des privatisations leur posait un énorme problème vis-à-vis des entreprises privées clientes.
Enfin un dernier point pour conclure, parce que j'ai été long, c'est aussi un problème de société.
Je suis d'accord sur le projet qu'a présenté Jean Glavany. Cela me paraît être le projet juste, à quelques détails près, mais je ne voudrais pas que l'on méprise ou que l'on jette trop vite les formes civiles du service militaire qui seraient à côté du service militaire, lui-même, dans le cas d'un choix exceptionnel pour les jeunes entre un service militaire ou un service civil.
Ce service civil, je crois d'abord qu'il répond à l'envie d'un certain nombre de jeunes d'être utiles à la Nation. Nous sommes dans une société où le gratuit disparaît systématiquement, où le collectif disparaît systématiquement, où il faut toujours confier à des professionnels.
Je crois qu'il faut dire à la jeunesse qu'elle peut être utile à la Nation, que la Nation a besoin d'elle car quand on se sent inutiles, on n'est jamais généreux.
Je crois que la Nation a aussi besoin de temps social, il n'y a pas l'emploi ou rien. Il y a, dans nos sociétés, des tas de fonctions intersticielles qu'un certain nombre d'entre vous, ici, élus locaux, connaissent bien, des fonctions intersticielles qui n'enlèvent pas de l'emploi mais qui doivent être rendues.
Notre Nation a besoin de temps social, elle a besoin de solidarités, elle a besoin de rencontres. Nos budgets sont en train de s'écrouler sous la menace des individualismes, des isolements, et des peurs.
Il y a aussi besoin que les gens se rencontrent. Alors évidemment, j'entends bien le reproche des experts : dire cela, c'est utopique, c'est généreux, c'est gentil, mais ce n'est pas réaliste.
Écoutez, mes camarades, je pense avoir la réputation d'avoir les pieds sur terre : je pense que recréer un peu de dialogue dans notre société, des rencontres, que des jeunes puissent y échanger du savoir, qu'ils puissent participer à des organisations humanitaires, à des coopérations au plan social ou au plan éducatif, je pense que ce n'est pas un mauvais projet pour la Gauche, et nous n'avons pas à opposer des mesures techniques de Gauche à des mesures techniques de Droite. Nous avons à opposer un projet de société à un autre.
(Vifs Applaudissements).

Le président - Merci, Jean-Michel.
La parole est à Bertrand Delanoë puis à Marie-Noëlle Lienemann.

Bertrand Delanoë

Chers camarades, il est peut-être un peu difficile de s'exprimer brièvement sur le sujet du service national d'autant que je crois que les interventions qui ont déjà eu lieu ce matin démontrent que l'on ne peut pas parler du service national sans une analyse beaucoup plus globale, d'abord de politique étrangère.

Je ne crois pas que l'on puisse parler de défense sans d'abord se préoccuper de savoir dans quel monde nous vivons, quel est le monde qui peut se dessiner dans les 10 ou 20 ans qui viennent, parce que je ne crois pas qu'en matière de défense nationale, on puisse raisonner à court terme.

Le principal reproche que l'on peut faire au président de la République, c'est que dans son intervention du 22 février, à aucun moment, comme premier responsable du pays, il ne nous a dit en fonction de quel dogme géostratégique, de quel monde, de quel risque, il envisageait une réforme de la défense nationale ?

Deuxième remarque que je pourrais faire : c'est que le débat a été lancé par celui qui est responsable de cette question, à savoir le président de la République, dans des conditions et avec un calendrier qui ne nous convient pas.

Ce débat est lancé, et maintenant la question est de savoir : que pensons-nous sur le fond d'un certain nombre d'éléments de ce débat et comment pouvons-nous nous positionner politiquement sur ce débat avec des principes et avec le sens des réalités ?

En ce qui concerne la proposition de réforme du président de la République, il a été dit ce matin beaucoup de choses. J'ajouterai simplement que je considère cette vision de politique étrangère extrêmement brouillonne et que je voudrais que ce soit d'abord, sur ce terrain-là, que nous lui opposions une autre vision du monde, une autre analyse du monde, et des risques pour les temps qui viennent.

Deuxièmement, cela a été dit, mais je veux le préciser, de manière schématique, la réintégration sans condition du commandement intégré, militaire, de l'OTAN, avec la création presque exclusive d'une forme de protection pour la France, c'est un choix politique que nous devons combattre et je vais y revenir en insistant sur le positif de ce que nous pourrions éventuellement proposer.

Ce que je voudrais ajouter à ce qu'ont dit les orateurs précédents, par rapport à la position de réforme de Jacques Chirac, c'est que pour ma part, je fais le pronostic que cette réforme coûtera extrêmement cher et qu'elle comporte un risque supplémentaire : c'est de ne pas faire un certain nombre de choix comme malheureusement cela a souvent été le cas dans le passé, avec tous les gouvernements qui se sont succédé, de Gauche comme de Droite, c'est qu'une insuffisance de choix clairs sur un certain nombre de matériels et d'options stratégiques nous conduit à faire de tout un petit peu, sans faire quelque chose à fond, et de préférence en fonction d'orientations politiques.

A propos des conséquences budgétaires de la réforme de Jacques Chirac, je voudrais dire mon pronostic. Je vais le faire prudemment.

S'il passe l'écueil parlementaire, notamment à l'Assemblée Nationale, je crois que jusqu'à 1998 il maintiendra tous les objectifs à la fois. Mais à partir de 1998, soit

avec une majorité parlementaire qui lui convient, il changera un certain nombre de choix ; soit avec une autre majorité parlementaire, il lui imposera d'assumer des choix qui auront été faits en 1996 et qui, chers camarades, pour n'importe quelle majorité parlementaire, seront intenables car je dis que la réforme qu'il nous propose sur les Armées et la professionnalisation totale, et pendant 5-6 ans, il n'y a pas de débat là-dessus, je suis désolé, elle sera extrêmement coûteuse parce que passer d'une armée de conscription à une armée de métier, dans tous les pays où cela a été fait, et le représentant de la Grande-Bretagne nous le disait récemment à l'audition au Sénat, pendant 5-6 ans, cela signifie privilégier les dépenses de fonctionnement pour les retraites, pour les carrières, pour les recrutements, au détriment des dépenses d'investissement qui me paraissent, pour ma part, prioritaires, mais je vais y revenir dans un instant. Donc je veux nous dire ici pas seulement des principes, mais des difficultés dont je préfère parler aujourd'hui sur le plan budgétaire pour quelques majorités parlementaires en 1998.

Alors, comment pouvons-nous nous positionner dans un débat que nous n'avons pas choisi et où nous sommes à la fois dans la minorité et à vocation majoritaire ?

Je crois que nous devons nous positionner sur des principes politiques. Premièrement, considérons-nous que les préoccupations de défense sont uniquement des préoccupations de protection ou aussi des préoccupations de défense du territoire français et européen ? La protection, la modernisation, la mobilité - j'y reviendrai dans un instant - étant un élément de défense de nos intérêts vitaux à l'extérieur de ce territoire. Mais la défense d'intérêts qui ne sont peut-être pas vitaux loin du territoire ne dispense pas d'une préoccupation de défense du territoire, et je crois que si on analyse les risques - je n'ai pas le temps de le faire - et surtout les incertitudes de l'espace politique qui est le nôtre, l'espace géographique qui est le nôtre, c'est-à-dire le continent européen, je prétends que la technologie ne résout pas tout, même si elle aura une place de plus en plus grande dans la défense de nos intérêts. Je crois que les facteurs d'incertitude sont tellement nombreux que les préoccupations de défense du territoire sont encore importantes, et il faut trouver un équilibre sain et surtout qui serve pour l'avenir, parce qu'on a quand même une particularité en France : c'est qu'on prépare toujours la prochaine guerre avec uniquement les analyses de la précédente, et on est toujours en retard. Maintenant on prévoit l'avenir uniquement sur l'analyse de la guerre du Golfe sur laquelle je vous précise que les hommes ont quand même joué un rôle important. Je ne comprends pas pourquoi l'armée américaine, avec les technologies qu'elle avait face à l'Irak, a attendu pour appuyer sur le bouton qu'il y ait 500 000 hommes sur place.

Je considère, pour ma part, que s'il y a une évolution de l'équilibre du coût technologique, la présence humaine et donc les forces terrestres sont encore indispensables dans une vraie protection du territoire français et européen.

Deuxième choix politique que je propose, c'est le choix clair de la politique européenne. Je ne dis pas d'abord la défense européenne, je dis d'abord un choix philosophique et politique sur une politique extérieure européenne qui a pour

conséquence un choix en matière de défense européenne.
Si nous le faisons, chers amis, alors tout change. Par exemple je parlais des forces terrestres, j'interrogeais - Claude Estier s'en souvient - le représentant de l'Allemagne lors des auditions au Sénat, et je lui disais : mais pourquoi gardez-vous la conscription alors que vous avez 40% d'objecteurs de conscience. Je comprends vos raisons historiques, mais y a-t-il des objectifs militaires ?
Il m'a dit : "Mais évidemment nous considérons que la défense du territoire européen nécessite encore une partie de forces terrestres importantes." Et si nous faisons, chers amis, le choix philosophique et politique de l'Europe pour la politique extérieure et pour la défense, alors ne décidons-nous pas en appuyant éventuellement les propositions de Jacques Chirac que désormais le territoire européen pourrait être défendu uniquement par l'armée allemande ? D'autant, chers amis, que je propose que nous disions que sur tous les choix militaires, si cette Europe de la défense est difficile à construire, nous acceptons le partenariat et le dialogue et la recherche du compromis avec nos partenaires.
On a parlé de l'OTAN et de l'Europe. Je ne suis pas, chers camarades, hostile à la réintégration par la France du commandement militaire intégré de l'OTAN. Je n'y suis pas hostile parce que Pierre Joxe l'avait demandé à François Mitterrand à juste titre et que nous sommes engagés dans beaucoup d'opérations militaires à l'étranger sur commandement m militaire américain sans être associé à ce commandement. Mais où je diverge avec Chirac, c'est que je dis c'est que ces rapports de force relève de la politique de la défense nationale, et c'est pourquoi on ne peut réintroduire le commandement militaire intégré de l'Alliance Atlantique qu'à une condition : c'est que nous ayons une négociation. Nous utilisons cette demande, nos partenaires et notamment allemands au service d'une ligne politique qui est de faire de l'Europe un acteur stratégique autonome au sein de l'Alliance Atlantique. Mais ce n'est pas la position que prend Jacques Chirac, et je le dirai aussi à propos de l'industrie d'armement : une vision franco-française des problèmes de défense n'est pas réaliste, chers amis, et vous allez au contraire, me semble-t-il, dans certains propos de ce matin être sur une position qui aidera l'atlantisme forcené de Jacques Chirac. Si on n'a pas sur tous les points une vision délibérément européenne, même si elle est progressive, même s'il faut discuter, même si nos partenaires sont souvent plus atlantistes que nous, mais raison de plus pour discuter avec eux, passer des compromis avec eux, par exemple avec l'Allemagne, et je voudrais vous dire que je suis extrêmement inquiet de la tournure que prend la relation entre la France et l'Allemagne sur les questions de défense. Je suis très inquiet pour des raisons politiques, très inquiet parce que cela fait reculer à terme cette défense européenne dont nous avons besoin et qui est historiquement juste si on pense aux risques de demain ; très inquiet, chers amis, parce que dans ces dépenses de fonctionnement, d'investissement dans un budget limité, je crois que là aussi nous devons affirmer les priorités. Les priorités de la modernisation, ce n'est pas la protection à 100%, les priorités de la modernisation c'est les programmes spatiaux qui ont été lancés par Joxe : Helios 1 et 2, Horus, que le

gouvernement de Jacques Chirac est en train de mettre en cause et qui sont les programmes européens.
Deuxièmement, si nous voulons des forces mobiles et modernisées, alors il faut des moyens de transport qui soient européens, c'est-à-dire l'avion de transport du futur et les hélicoptères de transport européens. Si nous ne faisons pas cela, nous aurons une force de projection qui sera transportée par des avions, les C 135 américains, et des hélicoptères de transport des troupes que nous achèterons aux Etats-Unis.
Un mot encore, parce qu'il faut parler de l'industrie de l'armement.
Chers amis, je ne crois pas qu'il y ait de l'avenir pour l'industrie d'armement française.
Vous connaissez le tableau, vous savez que l'industrie américaine depuis 1991 a engagé un effort considérable pour "bouffer" tous les marchés mondiaux.
Il n'y a qu'une seule taille critique pour faire face à l'industrie américaine de l'armement, considérablement appuyée financièrement, politiquement, commercialement, par l'administration Clinton, c'est une industrie d'armement européenne.
Le choix n'est plus de produire français ou de produire européen. Le choix, et il est urgent, est de produire européen ou d'acheter américain.
Là aussi j'aimerais que nous prenions des positions de principes nettes par rapport au gouvernement français actuel.
J'en viens d'un mot, parce que je suis déjà trop long, au service national.
Chers amis, le service national tel qu'il est ne peut pas être maintenu.
Les choix sur le service national doivent découler des choix philosophiques et politiques dont je viens de parler il y a un instant.
Le choix sur le service national doit dépendre aussi de notre réponse à la question : y a-t-il encore des préoccupations de défense du territoire français et européen ?
Le choix sur le service national doit être discuté avec nos partenaires européens et notamment nos partenaires allemands.
Pour ma part, je ne crois pas que l'on doive demander à l'armée d'assurer à elle toute seule la préoccupation de cohésion sociale. Il y a d'autres instruments, la lutte contre les inégalités, la lutte contre le chômage, l'école, mais je ne suis pas favorable à une armée où nous déléguerions à des techniciens, à des mercenaires, notre préoccupation de sécurité, de défense de nos vies, de notre collectivité.
Je suis pour le maintien d'un lien entre l'armée et l'ensemble des citoyens, donc à travers une conscription rénovée.
Chers camarades, et je conclus, le choix le plus pertinent - et c'est pourquoi si Lionel Jospin avait été élu président de la République, nous n'aurions pas posé ce problème comme cela maintenant - c'est un vrai service militaire obligatoire, universel, court, adapté aux missions et intéressant, "intelligent". Mais c'est l'option la plus chère !
Je vous ai dit tout à l'heure les contraintes financières dans lesquelles nous sommes. Je souhaite que nous nous positionnions par rapport à des principes démocratiques, et qu'à partir de là nous nous exprimions de manière tout à fait

claire, sans être “coincés” par les choix de court terme.
Chers amis, je voudrais dire que finalement il y a un texte qui convient le mieux à ma conviction philosophique, c’est le texte du bureau national du MJS qui à mon avis a dit des choses excellentes du point de vue des principes.
Je vous encourage à nous battre sur des principes, sur des visions d’avenir. Ce que nous dirons dans ce débat sur la défense, sur le service national, ce sera utile pour maintenant, pour le moment que je ne connais pas encore où nous serons majoritaires dans ce pays, et je ne souhaite pas que nous prenions aujourd’hui des positions politiques sur lesquelles nous pourrions revenir dans dix ans, lorsque, comme je l’espère, l’ensemble des pouvoirs dans ce pays sera entre les mains de la collectivité que nous formons. Je ne souhaite pas que nous soyons par exemple dans six ans, pour être plus précis, en contradiction avec un discours sur la défense nationale que nous aurions tenu aujourd’hui.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Bertrand.
Je donne la parole à Marie-Noëlle Lienemann.

Marie-Noëlle Lienemann

Chers camarades, je suis d’accord avec Bertrand, il va falloir parler de principes.
Mais je ne crois pas qu’on pourra se contenter de principes.
Ce qui est engagé par Jacques Chirac est grave, grave pour la défense, pour l’indépendance de la France, pour l’avenir de la construction européenne, et je dirai même que c’est grave pour une certaine idée de la République et du modèle républicain.
Alors si nous pensons que cette décision est grave, qu’elle touche aux fondements même de notre société, je dirai même de notre identité nationale et politique pour la Gauche, si nous pensons cela, la question qui nous est posée est de savoir ce que nous ferons pour nous opposer à cette décision, ce que nous ferons pour nous opposer à cette dérive, et donc il nous faut parler un peu de tactique à développer.
Premièrement, est-ce que nous sommes d’accord pour dire que nous allons mener une bataille pour éviter que cette décision soit prise au Parlement, et j’ai confiance dans nos parlementaires. Mais que ferons-nous si en 1998 nous revenons au pouvoir et que cette décision de basculement vers l’armée de métier, d’abandon de cette conscription, est votée par le Parlement ?
Nous devons avoir le courage de dire dès aujourd’hui que nous reviendrons sur cette décision par des positions législatives restituant la conscription et combattant l’armée de métier.
Ce que dit Boucheron est vrai, il y a une part d’irréversible à condition qu’on ne réagisse pas trop vite, mais l’irréversible s’installe vite. Donc on pourra toujours parler des principes, si c’est voté et qu’en 1998 on ne revient pas dessus, nous glisserons vers une société autre que celle d’aujourd’hui.
Il faut que nous soyons d’accord entre nous sur ce que nous voulons, sur ce que

Fondation Jean-Jaurès

nous combattons, et cela exige un vote des militants.
On ne pourra pas rester dans un texte bien nuancé, encore que je pense qu'il faut toujours avoir des positions balancées pour pouvoir mettre en œuvre des actions.
Il faut qu'on dise clairement ce que nous voulons, ce que nous combattons dans la politique de Chirac, et que nous disions aussi ce que nous remettrons en cause.
Je voudrais que là nous prenions la décision de solliciter le vote des militants, car je crois que cette affaire est un choix politique majeur, et deuxièmement que nous discutions entre nous sur la stratégie d'opposition et de retour à la conscription à terme.
Sur ce que nous voulons et ce que nous combattons, moi je me sens en très large convergence avec ce qu'a dit Jean-Michel Boucheron et avec ce qu'a dit Jean Glavany. Je pense qu'il y a un choix chez Jacques Chirac extrêmement lourd de basculement vers un modèle anglo-saxon et vers un alignement sur les États-Unis d'Amérique. C'est la prise de conscience des limites de la France et c'est la concrétisation d'un doute européen profond chez le président de la République.
Nous devons donc d'abord expliquer aux Français qu'il n'y a pas simplement un problème technique de désagrément sur le service national. C'est l'ensemble de la stratégie de défense de la France et de la construction de l'Europe qui est en cause.
Je ne reprendrai pas les arguments sur l'alignement de l'OTAN.
Cher Bertrand, je ne suis pas d'accord pour que nous tenions aujourd'hui un discours sur la réintégration du commandement de l'OTAN. Pourquoi ? Parce qu'on ne construira pas un deuxième pilier éventuel qui pourrait être notre vision à long terme d'un équilibre entre un pilier américain et un pilier européen si on est déjà sous l'hégémonie de la puissance de l'OTAN.
La construction du deuxième pilier, elle est subordonnée à la décision des Etats Unis d'Amérique, et c'est cela qu'il faut refuser.
Donc la priorité pour nous, c'est la constitution d'une défense, d'une stratégie de défense politique d'abord, militaire éventuellement, au niveau de l'Europe.
La décision de Jacques Chirac est une décision lourde, car la remise en cause du service national contribue à affaiblir la construction d'un pôle européen de défense.
Du point de vue purement économique et technologique, tout le monde sait que le système américain assure par les aides publiques sa technologie et son développement industriel par le biais d'un lobby militaro-industriel.
Si nous sommes en dépendance de l'OTAN, la question n'est plus de savoir si c'est un Rafale ou autre, c'est l'ensemble des recherches technologiques de pointe qui est en cause, car elles sont financées pour le long terme avec des fonds publics, et les États-Unis ont contourné leur libéralisme par cette méthode du lobbying. Si nous, en France et en Europe, nous y sommes subordonnés, c'est sur la technologie à long terme que nous serons paralysés et nous resterons le vassal de la puissance dominante.
Il nous faut donc sur ce point être extrêmement fermes. Quand on parle de construction de l'Europe, c'est aussi la construction d'une stratégie d'armement européen qui est la priorité. Au moment où ils veulent privatiser Thomson, où on

voit cette espèce de monopoling avec Dassault, il est fondamental d'avoir en face une stratégie efficace.
Je pense que ces arguments ont été parfaitement développés déjà, et sur ce point, sur la nécessité d'avoir une stratégie européenne, nous n'avons pas de mal à nous mettre d'accord.
Le deuxième point qui justifie notre résistance absolue à la remise en cause de la conscription, ce sont les valeurs de la République, car ce n'est pas une décision isolée. C'est une accumulation de décisions qui finit par faire un modèle politique, social et culturel.
Remise en cause du droit du sol, remise en cause du service public, remise en cause de l'État, intervenant économique - on range l'État au rôle de pompier social, et encore quand cela ne coûte pas trop cher pour les grands équilibres -, remise en cause de l'ensemble des valeurs de l'égalité - rappelez-vous les bons esprits sur l'équité - et puis enfin, remise en cause du service national, c'est-à-dire du lien entre l'armée et la nation.
Par érosions successives, c'est toute une vision qui fait que le politique prime sur tout le reste, que le choix démocratique prime sur tout le reste et que la citoyenneté est le fondement de l'appartenance des individus aux collectivités.
Nous ne sommes pas que des consommateurs, nous ne sommes pas que des producteurs, nous ne sommes pas que des spectateurs d'une démocratie qui est devenue de plus en plus évanescente. Nous sommes des citoyens car nous prenons notre part à la destinée de notre pays, et nous intervenons sur les grandes décisions.
La question de la défense n'est pas une question que l'on délègue comme on délègue trop souvent le service de l'eau ou les services que l'on appelle encore publics. Le service de la défense, il est intrinsèque, car il s'agit des valeurs et du territoire.
Il nous faut nous arc-bouter sur cette question de la conscription pour une autre raison, c'est que l'armée par nature, certes, est très infiltrée par une tradition aristocratique et même par une part de l'extrême droite. Mais par nature, c'est un pôle de pouvoir qui peut s'autonomiser. Par nature, parce qu'elle détient les armes, c'est un pôle de pouvoir qui peut s'imposer sur les gouvernements démocratiquement élus, et donc par nature, c'est un pouvoir dangereux.
Il faut absolument introduire dans ce pouvoir la possibilité non pas d'une contestation, mais la possibilité pour le pouvoir en place que ce pouvoir ne se retourne pas contre lui.
Je m'excuse de rappeler une actualité pas si lointaine, quand il s'est agi de l'Algérie, et donc il nous faut maintenir la conscription et pas l'instruction civique dans les armées, du genre cours pour expliquer simplement le maniement des armes.
Moi, côté brassage social, côté intégration républicaine, j'ai une priorité, c'est l'école. Et peut-être parce que je suis une femme, je ne suis pas certaine que ce soit le service national qui ait amélioré fondamentalement l'esprit civique et le brassage social.

Par contre il est important que les appelés soient dans les unités. Et qu'on ne me dise pas qu'il n'est pas possible que nos jeunes participent à notre défense technologique. Les contrôleurs aériens qui sortent de l'ENA ou qui sortent d'une formation de contrôleur aérien, croyez-moi, ils valent bien des militaires de carrière en matière de contrôle aérien ! Les informaticiens qui sortent de nos grandes écoles sont certainement plus aptes que ces fameux volontaires à 2 700 F qu'on nous prévoit comme étant le pilier d'une défense professionnelle.
Donc je ne crois pas à cet argument.
Bref, vous l'avez compris, l'enjeu est au delà de la technique.
C'est un choix de société. J'entends bien l'argument selon lequel les jeunes n'adhèrent pas facilement à cela. On a tous rencontré des jeunes qui n'ont pas envie de faire leur service national. D'abord il est idiot, il faut bien le reconnaître ! Et les mêmes militaires qui nous expliquaient qu'on ne pouvait pas le réduire à six mois, qui nous expliquaient qu'on avait besoin de douze mois à se faire suer à balayer les casernes, sont en train de nous dire : aujourd'hui on n'a plus besoin de personne !
Je veux dire simplement qu'il ne faut pas dire aux jeunes, même intelligents : un service national est une contrainte, mais c'est parce que nous voulons nous efforcer d'offrir à la jeunesse les valeurs émancipatrices de la République. Par exemple, offrir à tout jeune de moins de 25 ans forcément un travail, un emploi, une formation, ce n'est pas parce que nous voulons nous exonérer de ces valeurs émancipatrices de la République que l'on est exonéré des contraintes qui lui sont liées. Et donc, au contraire, je plaide pour que l'on ait le courage d'une politique audacieuse en matière sociale au niveau européen pour porter les valeurs émancipatrices, notamment sur le droit du travail, et qu'on demande la contrainte normale de chaque citoyen pour y concourir.
Donc, chers camarades, je demande qu'à la fin de ce Conseil national, au-delà des principes, nous sachions clairement quand et sur quoi on va solliciter le vote des militants, et si nous sommes bien d'accord pour dire qu'il ne suffit pas d'une opposition d'opportunité, comme on le fait sur bien des sujets, mais d'une opposition tellement fondamentale que nous remettrions en cause dès notre arrivée au pouvoir une décision de basculement vers l'armée de métier.
(Applaudissements)

Le président - Merci Marie-Noëlle. La parole est à Régis Juanico, président du MJS, dernier orateur pour ce matin.

Régis Juanico

Chers camarades, vous permettrez au jeune Socialiste que je suis, qui n'a donc pas participé au premier débat sur la Défense du Parti Socialiste il y a vingt ans, et pour cause, de dire quelques mots sur le service national, d'autant plus que le MJS depuis six ans a une réflexion approfondie sur ce sujet.
Je vous épargnerai aujourd'hui un compte rendu exhaustif de nos débats la semaine dernière en Conseil national, j'en aurais pour cinq heures pour arrêter

définitivement notre position, d'autant plus que je suis entièrement d'accord avec ce qu'a dit Jean-Michel Boucheron tout à l'heure, et je voudrais donc me limiter à quelques réflexions et remarques aujourd'hui sur les positions du Parti Socialiste dans les semaines à venir.
Je pense que nous avons, en gros, à jouer dans le débat que s'est engagé. Je pense que nous devons concentrer le flot de nos critiques dans les jours qui viennent sur la consultation nationale qui a été engagée dans ce pays depuis quelques semaines.
Le président de la république nous a annoncé, le 22 février, qu'il y aurait un grand débat sur la question du service national, et on a l'impression depuis d'assister plutôt à un débat de façade.
Un débat de façade qui, on le sait aujourd'hui, ne modifiera en rien les positions qui ont été arrêtées par le président de la République le 22 février.
En cela, j'ai plutôt l'impression d'assister à un débat qui est bâclé, à un débat qui est étriqué, et à un débat qui est complètement figé depuis le début par le président de la République.
Débat bâclé depuis quelques semaines, c'est évident, on l'a rappelé tout à l'heure. A l'origine, initialement, le projet de loi sur la réforme du service national devait être examinée à l'automne, et puis, le gouvernement s'est aperçu d'une incohérence flagrante, qu'on devait examiner la loi de programmation militaire au mois de juin devant le Parlement qui définit tous les contours pour les cinq ans à venir et qu'on n'aurait pas tranché à ce moment-là la place du service national dans ce dispositif.
J'ai l'impression que depuis, il y a eu accélération du calendrier de la part du Gouvernement, et qu'on a abrégé finalement la phase de débat national puisque dès la semaine prochaine, en Conseil des Ministres, sera examinée la loi de programmation militaire. Donc, le 13 mai, on aura une préfiguration du service national, au moins en termes budgétaires, c'est important, parce qu'entre un service obligatoire de six mois et un service volontaire, ce n'est pas la même programmation budgétaire. On aura, dès la semaine prochaine, une indication sur les choix du gouvernement, et puis, on le sait maintenant, Jacques Chirac doit s'exprimer fin mai, après le compte-rendu des débats, après avoir reçu les rapports du Parlement, que ce soit du Sénat ou de l'Assemblée Nationale, et on aura sa position définitive fin mai.
A partir de là, nous avons eu un débat national complètement abrégé, occulté, c'est un débat étriqué. Pourquoi ?
Tout simplement, parce qu'on l'a rappelé depuis ce matin, les choix qui concernent l'avenir des armées et notre défense aujourd'hui devraient être l'aboutissement d'une consultation très large et impliquant la participation des citoyens au plus haut niveau.
Qu'est-ce que l'on a organisé ? Vaguement, une consultation nationale des jeunes dans les collectivités locales sous contrôle des Préfets qui ont été chargés de faire les synthèses. Mais, on n'a eu aucune garantie aujourd'hui, de la nature démocratique de ces débats et de leurs débouchés. De ce que nous savons, les militants nous l'ont rappelé ces dernières semaines, des débats qui ont eu lieu dans

les collectivités locales, le résultat aujourd'hui n'est pas du tout à la hauteur des enjeux. Débat vicié puisque, on l'a rappelé encore ici ce matin, le débat depuis le début ne porte que sur les modalités de suppression de la conscription et que dès le 22 février, Jacques Chirac avait annoncé que les orientations retenues sur le service national ne remettraient pas en cause fondamentalement le passage de l'armée de conscription à l'armée professionnelle. Cela, nous le contestons, mais moi, j'en suis persuadé, depuis ce jour-là, Jacques Chirac a fait connaître ses préférences précisément : d'abord, il a écarté toute idée de référendum, en tout cas, il a voulu éviter le débat sur le service national. Ensuite, il a évoqué deux grandes hypothèses : il a évoqué le service obligatoire à six mois pour mieux l'écarter, puisqu'il a évoqué à ce moment-là des arguments juridiques, le fait que le travail obligatoire serait contraire à la Convention Européenne des Droits de l'Homme, et sa suppression.

Donc, depuis le début, on le sait, on n'a pas le choix. Aujourd'hui, le débat est tranché, à mon avis, dans la tête de ceux qui nous gouvernent et nous n'avons plus le choix entre forme de volontariat et forme obligatoire de conscription.

Aujourd'hui, puisque nos adversaires soulèvent le prétexte que la conscription, le service national, est inadaptée et impopulaire pour envisager une seule solution c'est-à-dire sa suppression, je pense que pour notre part, et là je pense que les positions du parti et du MJS se rapprochent très largement, nous devrons défendre l'idée d'une réhabilitation et d'une revalorisation du service national. Comme l'a dit tout à l'heure Jean-Michel Boucheron profondément une question politique de citoyenneté et de société, à savoir : aujourd'hui, est-ce que l'on est prêt à un moment où tout le monde s'accorde à reconnaître le déficit de lien social, à se priver d'un outil d'intégration, de citoyenneté qu'est le service national avec ses imperfections ? Par rapport à cela, je pense qu'on peut profondément renouveler aujourd'hui le service national pour en faire un instrument de cohésion sociale, un vrai outil de citoyenneté, à condition qu'il ait un sens.

Il est là le problème, c'est de redonner aujourd'hui un sens à la conscription dans l'esprit des jeunes, parce qu'aujourd'hui, ils en récusent le choix beaucoup trop théorique. Et, pour redonner du sens à la conscription, il faut être capable de motiver les jeunes sur un projet collectif et sur des valeurs fortes.

Là-dessus, je pense qu'il ne faut pas, et c'était la première option qui était envisagée par le Parti Socialiste, cantonner le service national strictement à la question militaire. On ne peut plus, aujourd'hui, aborder la question du service national sous l'angle strictement militaire, car aujourd'hui, la collectivité doit aussi organiser des liens de solidarité face à des fléaux de nature civile, et donc, par rapport à cela, il faut qu'on se batte sur un seul principe, à mon avis, qui est celui de l'universalité.

Aujourd'hui, il faut s'opposer à cette vision d'un service national qui serait volontaire ou qui serait facultatif et défendre la thèse d'un service national obligatoire. Nous sommes minoritaires sur cette position. Nous défendons le principe de mixité, principe en vertu duquel, aujourd'hui, il y aurait égalité de tous

et de toutes devant une charge républicaine.
Pourquoi ?
A partir du moment où l'on défend le principe que le service civil ou militaire serait une étape essentielle dans l'intégration aujourd'hui des jeunes citoyens dans la collectivité, tant par la formation qu'ils peuvent recevoir que par le service qu'ils peuvent rendre, je ne vois pas pourquoi on exclurait a priori les jeunes filles de cette conscription.
Mais à partir de là, je pense qu'il y a des solutions techniques aujourd'hui pour rassembler aussi les jeunes filles. Je pense qu'il y a possibilité, via les rotations sur les postes de travail, d'absorber une classe d'âge entre jeunes gens et jeunes filles. Je pense que, surtout, le travail pédagogique doit porter aujourd'hui sur la notion de devoir civique. Aujourd'hui, c'est vrai, le service national est trop perçu comme une contrainte, et il y a, aujourd'hui, nécessité de lui redonner une réelle utilité sociale et de faire en sorte que l'appelé ait conscience de la valeur qu'il donne à la collectivité.
J'en terminerai par cela : cela implique une modification de la nature du service national dans la diversité des missions d'intérêt général qu'on peut offrir aux jeunes, mais surtout, de la durée. Il faut aujourd'hui une durée qui soit plus courte et moins contraignante pour les jeunes.
Nous nous prononçons donc pour un service national obligatoire, pour toutes et pour tous, mais avec un libre choix entre un service civil et un service militaire, service militaire qui doit être revalorisé si l'on veut que les jeunes puissent le choisir. Je pense à la rémunération, aux formations qu'on peut dispenser dans ce service militaire. Ce service militaire là doit être progressivement intégré dans un service militaire européen, c'est important. On parlait de l'Eurocorps tout à l'heure avec les conscrits allemands, les conscrits italiens, les conscrits espagnols... Il y en a puisque apparemment, il y a une réforme envisagée de l'autre côté des Pyrénées.
Le service civil doit être non concurrentiel des emplois publics, et donc préserver une administration de l'État comme l'Education, la Santé et la Justice, mais aujourd'hui, quand même, ce débat est nécessaire. Il faut que l'on réfléchisse un peu plus.
Les besoins d'intérêt général dans ce pays sont innombrables. On sait qu'on ne pourra pas créer, dans ce pays, indéfiniment des emplois publics, et même pour nettoyer les plages, pour protéger l'environnement, nettoyer chaque mètre carré de notre territoire, je ne pense pas que l'on pourra créer des emplois publics.
A partir de là, il y a nécessité de faire coexister un service civil avec un service public dans ce pays, et ce n'est pas du tout contradictoire.
Juste un dernier mot : je pense aujourd'hui que les deux positions, les deux options qui sont proposées par le Parti Socialiste sont réconciliables. Je suis plutôt favorable à la deuxième option : quatre mois obligatoires de service civil ou militaire. Je trouve que la faiblesse de la première option, c'est la notion de volontariat après l'enseignement à la défense, je crois que l'on peut mixer les deux pour faire un service obligatoire où il y aurait un premier module d'intégration qui

concernerait tous les jeunes appelés qui serait une période d'intégration des formations, où l'on dispenserait aux appelés une formation sur les grandes données de la Défense, sur les enjeux stratégiques, la protection civile, les premiers secours, mais où on dispenserait surtout, pendant un mois, aux jeunes, un rappel d'instruction civique.
Là est la question de la citoyenneté. Les droits du citoyen, les droits du consommateur, les droits des usagers, les droits des salariés aujourd'hui sont trop ignorés dans ce pays. Je pense que le service national pourrait servir de rappel en instruction civique.
Je voulais en terminer sur ce point : la question de citoyenneté aujourd'hui, de lien social et de cohésion sociale soit je crois aujourd'hui être placée où elle doit être, c'est-à-dire dans le débat politique, éminemment politique et pas technique.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Régis.
Nous reprenons nos travaux à 15 h 15 pour la suite du débat et l'intervention du Premier Secrétaire. Merci beaucoup.

Coll. Fondation Jean-Jaurès